



n° 378 Septembre-Octobre 2025

imag

Le magazine de l'interculturel

Panoramique

JE PEUX PAS, J'AI PISCINE Emancipation, liberté, (non-)mixité

Reportage

**Penser le travail social
avec les jeunes et le quartier**

Dédicace

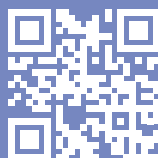
À la 25^e édition du Cinemamed

Du 27 novembre au 5 décembre,
le Festival du cinéma méditerranéen de Bruxelles pimentera nos journées et soirées.

Fictions, documentaires, rencontres, débats, concerts, convivialité, exposition
déclineront le dialogue interculturel et l'éducation par le cinéma engagé
pour interroger le monde.

Cette année, une rétrospective en collaboration avec la Cinematek vous invite
à (re)découvrir des films qui ont marqué l'histoire du Festival.

Demandez le programme !



F

EDITO

Directeur
du CBAI

Alexandre **ANSAY**

– Bruxelles, notre ville, la cosmopolite. Alors, que deviens-tu ?

– Tant que coulent mon fleuve et mes rivières, tant que glissent les trains le long de ces rails, tant que les voitures vont et viennent dans mes entrailles, tant que dans tout ce fatras, les vélos continuent à circuler, tant que les piétons arpentent mes rues, c'est que je continue à vivre. Tant que des âmes migrantes viennent s'établir dans mes quartiers, c'est que la vie se renouvelle et que le futur a le visage d'un avenir.

Et pourtant, j'ai mal à mes logements qui ne savent plus accueillir, à mes écoles dont les rêves d'excellence ont laissé place à la réussite des mieux nantis, à mes hôpitaux où l'accès aux soins devient de plus en plus étriqué, à mes avenues qu'on éventre à grands frais, à mes palais qu'on détruit. J'ai mal à toutes ces volontés qui, dans des associations, se réunissent pour faire vivre des projets dont les gouvernements ne veulent plus. J'ai mal à toutes celles et ceux qui veulent construire des ponts quand d'autres n'aspirent qu'à ériger des forteresses.

Je vois des jours sombres approcher. Oh oui, je sais. Dans la lumière des espaces médiatiques, ils prétendent vouloir mon bien... tout en aggravant le sort des plus désavantagés de mes habitants. Ils disent chérir l'autonomie des individus... tout en affaiblissant les supports de leur existence, ces piliers sans lesquels l'appel passionné à la liberté est une escroquerie.

J'entends leurs chuchotements, sur les sièges arrière de leurs voitures de fonction, sous les dorures des parlements. « *Qu'elle crève !* » disent-ils. « *Laissons-la déperir ! Laissons des hordes racistes envahir les rues de ces quartiers-là et terroriser ses citoyens. Laissons le procureur appeler au secours. Laissons les murs et les plafonds du Palais de justice s'effondrer. Nous pourrons alors reprendre possession des lieux et nous pourrons démontrer que la ville de ce peuple, que le peuple de cette ville ne sont pas responsables et qu'ils sont incapables de prendre leur destin en mains.* »

Dans ce monde où tout bascule, nous sommes cette ville qui incarne les espoirs de la dignité. Alors, levons-nous et, pour reprendre les mots de Victor Hugo, conservons dans notre cœur « *la flamme qui ne peut s'éteindre et l'espoir qui ne peut mourir* ». ■

SOMMAIRE



Edito

<i>Alexandre Ansay</i>	3
------------------------------	---

Panoramique

Je peux pas, j'ai piscine. Emancipation, liberté, (non-)mixité	6
La piscine publique : un lieu commun ?	8
<i>Chloé Deligne, avec Amandine Duelz et Sofia Tahar</i>	
Hygiénisme, toboggans et performance	13
<i>Chloé Deligne</i>	
Sur l'aptitude à penser les sous-groupes	18
<i>Entretiens avec Thomas Eraly, Franck Goudezeune, Nabil Messaoudi, et Edwige Vanderelst.</i>	
Nager en non-mixité choisie	20
<i>Chloé Deligne</i>	
Dans le bain politique, économique et social	23
<i>Sofia Tahar</i>	
Plongeon dans des fragments de vie	27
<i>Récits de 8 femmes recueillis par Sofia Tahar</i>	
Qui loue à qui ?	33
<i>Sofia Tahar</i>	



Recherche

- Penser le travail social avec les jeunes et le quartier..... 35
Benoît Pinto

MENA

- Les clés sont ailleurs que là où nous les cherchons [2/3]..... 41
Danièle Crutzen et Ahmed Talbi

Texte sur photo

- Le cri*, de Stéphane Maton-Vann 46
Photo de Massimo Bortolini



JE PEUX PAS, J'AI PISCINE

Emancipation, liberté, (non-)mixité

Personne ne nous attendait sur ce thème ! Et pourtant...
Espace de bien-être, de loisir, de sport et donc de santé publique, d'apprentissage, d'émancipation, de liberté, de normes sociales, de marqueur de classe qui, parfois, font des vagues. La piscine publique représente cette multiplicité de lieux à la fois, où se côtoie (ou non) tout le monde et tout un monde. Il y a entre autres des sportifs qui tracent leurs lignes de nage ; des jeunes qui font des bombes dans le couloir dit « de loisir » ; des femmes dans leur créneau horaire spécifique, etc.

Ce microcosme, nous l'avons observé de plus près pendant plusieurs mois. Dans le cadre de la recherche NAGE ! menée à l'ULB et soutenue par le FNRS, des chercheuses nous ont entraînées dans cette thématique multidimensionnelle, où s'entrecroisent des questions d'inclusion, de genre, d'économie et de politiques publiques. Tous des thèmes qui resurgissent dans les témoignages des usagères des horaires en non-mixité qui ont partagé ici leurs expériences et ressentis.

Ajoutons aussi ceci : aujourd'hui, la Région bruxelloise compte plus de piscines privées que publiques. Que la natation devienne un loisir de plus en plus réservé à une classe sociale nous a paru un débat à propager dans la société, à l'heure où la plupart des services publics sont considérés uniquement en termes de coûts, alors que, pour reprendre les mots du directeur de la piscine de Schaerbeek, « l'apprentissage de la nage, c'est comme la sécurité routière : ça sauve des vies ». ▀



© Eric de Mildt

Historienne, Chercheuse FNRS
et enseignante à l'ULB

Chloé DELIGNE

Avec Amandine DUELZ & Sofia TAHAR Chercheuses
à l'ULB

La piscine publique : un lieu **COMMUN** ?

La piscine est un espace multidimensionnel, à la fois lieu d'apprentissage et de sport, de loisir et de bien-être. Elle a en outre ceci de particulier : c'est un des seuls lieux dans lesquels des inconnu-es, de tous âges, se croisent dévêtus ou dévêtues. Elle est ainsi à la croisée de l'intime et du public, du regard sur les corps et des normes sociales qui le construisent. Ces multiples dimensions font aujourd'hui de la piscine un lieu bousculé de toutes parts.



es dernières années, l'actualité des piscines a été intense : concentrations trop élevées de chloramines, manque de piscines pour les écoles qui ne peuvent plus organiser de cours de nata-

tion, carence de bassins dans des quartiers denses et populaires qui suffoquent dans la chaleur de l'été, voyeurisme, débat autour des créneaux horaires réservés aux personnes qui, pour des raisons diverses, ont du mal à se sentir bien dénudées dans des espaces de mixité imposée (mixité de corps, mixité de genres).

Cette apparition récurrente de la piscine dans les médias comme lieu qui pose des questions de santé publique, d'inégalités sociales et environnementales, de sexualisation et de normativité des corps, de rapports de genres et de domination, a poussé notre collectif de recherche¹ d'une part à tenter d'objectiver le « paysage-piscine » en Région bruxelloise, un paysage souvent trop sommairement décrit, et d'autre part à approfondir ces questions en allant à la rencontre des « acteurs et actrices de la piscine », responsables, animatrices et animateurs, usagers et usagers.

Cette enquête, débutée en 2024, permet déjà de mettre quelques traits saillants en évidence.

De l'hygiène aux sports et loisirs

Apprendre à nager fait partie des missions de l'école en Belgique (en Fédération Wallonie-Bruxelles comme en Communauté flamande). Cette obligation scolaire de l'apprentissage de la nage n'est en vigueur que dans quelques États européens (en Belgique, en France et dans les pays scandinaves). En Belgique, elle s'est imposée dans les années 1970 comme résultat de la combinaison de plusieurs facteurs historiques qui se sont déployés dans des temps longs. Le premier, né au 19^e siècle, fut la quête de l'hygiène « pour tous » qui entraîna la création des premiers bains-douches publics auxquels étaient régulièrement accolés des bassins pour la nage, une pratique encouragée comme corollaire d'une bonne santé. Le deuxième, qui prit de l'ampleur dans la première moitié du 20^e siècle, fut la promotion de la natation comme sport. Il mena à la standardisation progressive des épreuves de natation et donc des dimensions des piscines. Le troisième facteur qui concourut à la normalisation de l'apprentissage de la nage chez les enfants est lié à l'histoire de la démocratisation des loisirs ; il fallait bien que les « enfants des congés payés » (obtenus en 1936 en Belgique) puissent profiter des plages et de lieux de baignade sans avoir peur d'entrer dans l'eau.

Pour rencontrer ces attentes sociales, un certain nombre de piscines publiques couvertes, c'est-à-dire ouvertes toute l'année contrairement aux piscines en plein air, furent construites, surtout dans les grandes villes (Gand, Ixelles, Saint-Gilles, Schaerbeek,

Anvers) jusqu'à ce qu'un quatrième facteur historique, de nature socio-économique, vint donner un coup d'accélérateur au processus. La croissance économique d'après-guerre couplée au déploiement de politiques publiques sociales entraîna alors la construction « en masse » de piscines, au point de faire de la piscine un équipement territorial incontournable des communes urbaines de Belgique.

Le boom des années 1970

Même si, par manque de données, il est difficile de retracer avec précision l'histoire de ce déploiement à l'échelle de la Belgique ou des entités fédérées (Wallonie, Bruxelles, Flandre), on peut dire sans se tromper que les années 1970 ont été celles de l'âge d'or de la construction des piscines publiques. A l'échelle de la Belgique, la majorité des piscines publiques encore existantes ont été construites dans une fourchette de temps très restreinte qui va de 1970 à 1982 ! Cette réalité se retrouve également à l'échelle de la Région bruxelloise où, en 10 ans (1970-1980), on a construit plus de piscines publiques que durant toutes les autres décennies du 20^e siècle réunies.

Aujourd'hui, dans la Région bruxelloise, il reste 17 piscines publiques (en y incluant la piscine du CERIA, gérée par la COCOF, et celle de la VUB). Il existe également trois complexes scolaires (à Jette, Woluwe-Saint-Lambert et Laeken) et l'École royale militaire qui ont leur propre piscine. 17 piscines publiques pour plus d'1,2 million d'habitant.es (soit 1 piscine pour 70 000 habitants), cela semble peu, d'autant que pour des raisons inhérentes aux cycles de vie des piscines, il y en a toujours une ou plusieurs qui sont fermées pour cause de rénovation. Comparée à d'autres villes à la taille et aux climats plus ou moins comparables, Bruxelles fait plutôt moins bien. Anvers compte 10 piscines couvertes accessibles au public pour 525 000 habitants (1/52 500) et plusieurs piscines à ciel ouvert, Paris intramuros abrite 38 piscines couvertes pour 2,1 millions d'habitants (1/58 000), Montréal compte 39 piscines couvertes pour 2,2 millions d'habitants (1/59 000) et un grand nombre piscines de plein air ouvertes l'été. Mais, on trouve aussi des villes beaucoup moins bien équipées, telle Amsterdam avec ses 10 piscines (6 couvertes, 4 de plein air) accessibles au public pour 930 000 habitants (1/93 000). Cependant ces chiffres ne

veulent pas dire grand-chose sur l'accessibilité et la fréquentation des piscines s'ils ne sont pas rapportés à des spécificités territoriales (densité de population et étendue du territoire, distribution spatiale des piscines) ou accompagnés d'études qualitatives. Car l'accessibilité et la fréquentation d'une piscine dépendent aussi, voire principalement, de ses heures d'ouverture au public, de son prix d'entrée, de sa situation géographique, de son accessibilité en transports, de ses équipements intérieurs (toboggan, bassins différenciés...), des activités qui s'y déroulent ou de sa « réputation ».

Natation scolaire à la dérive

Il est néanmoins généralement admis dans les études disponibles que le nombre de piscines publiques à Bruxelles ne suffit pas pour rencontrer les exigences du programme scolaire, à savoir que l'apprentissage de la nage doit faire l'objet de cours de la première à la 6^e année du primaire et dans les deux premières années du secondaire. Il suffit souvent de poser la question autour de soi pour recueillir des témoignages qui exemplifient cette réalité. La récolte de données que nous avons menée auprès des acteurs (écoles et piscines) pour essayer d'objectiver cette situation confirme qu'en moyenne environ 25 % des écoles bruxelloises francophones (tous réseaux confondus, du primaire à la deuxième secondaire) ne vont pas à la piscine, soit un peu plus d'une école sur quatre. La situation est sans doute un rien meilleure du côté néerlandophone mais elle s'est aussi dégradée au cours des 20 dernières années.

Mais les réalités se différencient si on affine l'analyse. En termes de réseaux, par exemple, ce sont les écoles de l'enseignement libre primaire francophone (27 % d'entre elles) et les écoles fondamentales de la Fédération Wallonie-Bruxelles (50 % d'entre elles) qui n'arrivent pas à organiser les cours de natation. En termes d'indice socio-économique, dans l'enseignement primaire, ce sont les écoles à plus faible indice qui sont les moins bien loties : tandis que 85 % des écoles à haut indice socio-économique organisent les cours de natation, elles ne sont que 68 % dans la catégorie à l'indice le plus faible à arriver à le faire. Le « manque » de piscines n'est sans doute pas la seule raison de ces difficultés, qui tiennent aussi aux normes d'encadrement, mais il y contribue.

Ainsi, si l'absence de cours de natation concerne tous les types d'écoles, elle touche davantage les élèves de l'enseignement libre et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et les plus fragiles socio-économiquement, c'est-à-dire ceux qui ont déjà un moindre accès aux activités sportives et récréatives extra-scolaires et ne peuvent probablement pas se payer des cours de natation.

Inégalités territoriales, sociales et environnementales

Ces inégalités d'accès à la piscine, aux joies, aux bienfaits de la baignade et de la nage chez les enfants se déclinent également sur d'autres axes pour l'ensemble de la population. Il faut en effet situer le relatif sous-équipement bruxellois en piscines publiques en regard de l'équipement du territoire en piscines gérées par le secteur privé.

Depuis le début des années 2000, ces piscines ont fleuri à Bruxelles. Il y en a une dizaine actuellement (sans y inclure les petits bassins à vocation d'apprentissage ou thérapeutiques). Ces piscines privées, plus ou moins exclusives, sont tenues par des groupes internationaux tels que Aspria, Stadium, World Class Fitness ou le David Lloyd Club, qui ont investi dans le secteur devenu très lucratif du fitness ou du wellness (bien-être) dans plusieurs pays ou villes. Promouvant des imaginaires qui mêlent le soin à la performance, la reconstitution des capacités physiques à l'efficacité au travail, la conciliation de la vie personnelle et professionnelle, ces complexes incluent infrastructures sportives et services auxquels on accède sur base d'un abonnement mensuel ou annuel (pas de paiement à la séance). Selon les cas, on peut y faire du fitness, jouer au tennis, y suivre des séances de coaching physique, se faire masser, accéder à des spas, saunas ou hammams, ou trouver des espaces de co-working et un bar. Le dernier à avoir vu le jour, le complexe «Mix» à Auderghem, a été inauguré en juin 2023. Il offre à la fois hôtel, restaurant, espaces de bien-être, espaces de co-working et piscines intérieure et extérieure. L'abonnement standard, particulièrement sélectif, tourne autour de 200 €/mois ou 2 240 €/an,... bien loin des 3 à 4 € qu'il faut compter pour une entrée individuelle à la piscine publique.

Ces piscines privées se logent au plus proche de leur clientèle potentielle, soit dans l'est et le sud-est aisé de la Région (Woluwe-Saint-Pierre, Auderghem, Uccle), soit dans les quartiers de bureaux liés aux organisations internationales (avenue Louise, quartier Léopold). Pour la majorité de la population bruxelloise, ces piscines sont donc doublement inaccessibles, d'abord par leur prix et leur formule d'abonnement, ensuite par leur situation spécifique : soit excentrées, soit concentrées dans les quartiers du secteur tertiaire international. La distribution spatiale des piscines publiques sur le territoire régional étant par ailleurs très inégale, cela laisse plusieurs quartiers denses et populaires (singulièrement le bas de Molenbeek, le nord d'Anderlecht et le centre de Forest) sans accès facile à aucune piscine. L'été venu, dans les fortes chaleurs, leurs habitantes n'ont pas de solution pour se baigner et se rafraîchir, d'autant qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun bassin ou piscine de plein air à l'échelle de la Région.

Des corps et des regards

L'accessibilité de la piscine ne se mesure cependant pas qu'en termes de nombre, de distribution spatiale sur un territoire ou de prix d'entrée. Il faut aussi qu'on s'y sente bien et en sécurité.

Depuis l'après-guerre, la norme de la mixité de genres s'est peu à peu imposée dans les piscines, en partie par souci de permettre aux filles et aux femmes d'apprendre à nager, une activité qui jusque-là leur était moins facilement accessible qu'aux garçons et hommes, en partie pour des questions de pudeur et de bienséance liées à l'assignation sociale des femmes. Dans le cas des piscines, la mixité de genre dans les établissements scolaires (généralisée dans les années 1970), couplée à l'obligation de cours de natation à l'école, ont contribué à cette « mixité universelle » des bassins de natation. Aujourd'hui, les différenciations d'espaces genrés/seués peuvent être de mise dans la séparation spatiale des cabines, des douches ou des toilettes, mais dans les bassins, on nage « ensemble ».

Cependant, à l'heure de la remise en question de la « mixité universelle » comme un outil d'égalité, à l'heure de la mise en évidence que cette « mixité universelle » contribue aussi à la reproduction des rapports de domination et à l'assignation

identitaire, le « nager ensemble » est lui aussi questionné. Des femmes prises dans les logiques de pudeur absolue face aux regards des hommes, des personnes dont le corps ne correspond pas aux canons publicitaires ou aux normes du corps en « bonne santé », celles et ceux qui ont du mal à se reconnaître dans l'assignation de genre que la société leur renvoie, ont du mal à fréquenter la piscine et y renoncent parfois... surtout si elles n'ont pas appris à nager. Car, à la piscine, les regards, réels ou supposés, sont partout. Le regard sur soi, le regard des autres, le regard qui juge et compare, le regard qui sexualise les corps... Certain-es sont capables de les ignorer ; d'autres ne peuvent les supporter.

S'émanciper en non-mixité

C'est pour répondre à cette demande de pouvoir nager en non-mixité que différentes initiatives sont nées au cours des 10 ou 15 dernières années. Il y a ainsi aujourd'hui à Bruxelles une douzaine d'asbl ou de gestionnaires de piscines privées qui organisent des séances de nage ou des cours de natation exclusivement destinés aux femmes dans des moments de non-mixité. Ces asbl louent des créneaux horaires dans différentes piscines. Le plus souvent, ceux-ci sont placés en dehors des heures d'ouverture habituelles, c'est-à-dire souvent tard le soir et parfois tôt le matin. Bien que le prix de l'entrée ou de l'abonnement soit forcément un peu plus élevé que pour une entrée « normale » à la piscine, puisqu'il doit aussi rétribuer l'asbl organisatrice, la demande pour ces heures en non-mixité est énorme : les listes d'attente sont souvent longues et la fréquentation est assidue. Certaines femmes fréquentent plusieurs asbl pour être sûres de pouvoir s'adonner à la nage. Elles sont animées par le désir de mener des activités physiques, de se faire du bien et souvent cherchent à apaiser leurs problèmes de santé (difficulté de mobilité, maux de dos ou souffrances articulaires...).

A Schaerbeek, cependant, la commune a été plus loin². A la réouverture de la piscine en 2023, un créneau a été réservé aux femmes, le dimanche matin, dans la grille horaire. Autrement dit, nul besoin ici de passer par une asbl, l'entrée se paye à la caisse de la piscine, au prix d'une entrée normale. Le succès a été immédiat au point que la décision a rapidement été prise d'élargir la plage horaire à deux heures plutôt qu'une. Le créneau horaire des femmes est aujourd'hui celui qui est le plus fréquenté de toute la semaine. L'échevin et le directeur de la piscine ont défendu ce geste politique par la nécessité de permettre aux femmes de leur commune d'accéder à des infrastructures sportives desquelles elles sont trop souvent éloignées. Loin des clichés, ces heures de non-mixité choisies constituent des moments magiques où de nombreuses femmes peuvent se libérer des conventions, évoluer librement, apprendre à nager, s'autonomiser, pratiquer une activité physique bienfaisante. La non-mixité y apparaît très clairement comme un outil d'émancipation.

Aujourd'hui, bien qu'elles remplissent (ou devraient remplir) des rôles inestimables pour les enfants des classes populaires, pour un grand nombre de femmes, les piscines publiques peinent à conserver leur légitimité face aux cures d'austérité et aux difficultés financières des communes (elles ne sont et ne seront jamais rentables). À Bruxelles, plus aucune n'a été construite depuis 1988. En revanche, dans l'ombre, les piscines des grands groupes privés restent totalement hors champ des débats publics. Ne serait-il pas temps de les y intégrer ? ■

[1] Ce projet de recherche intitulé NAGEI, mené à l'ULB, est soutenu et financé par le FNRS (Fonds national de la Recherche scientifique) pour la période 2024-2028.

[2] Lire "Sur l'aptitude à penser les sous-groupes", en pages 18-22.



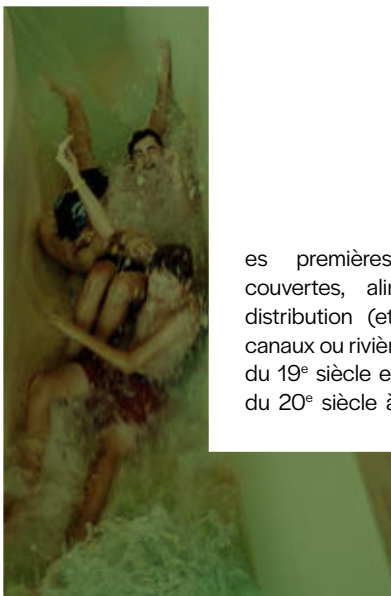
© Eric de Mildt

Hygiénisme, toboggans et performance

Historienne, chercheuse FNRS
et enseignante à l'ULB

Chloé DELIGNE

*Les piscines publiques ont une histoire,
leurs usages aussi. Répondant
aux préoccupations, ambitions et désirs
de leur temps, elles ont été investies
différemment selon les époques.
Petit récit des différents âges
de la piscine publique.*



es premières piscines publiques couvertes, alimentées en eau de distribution (et non par les fleuves, canaux ou rivières), apparaissent à la fin du 19^e siècle en Belgique, et au début du 20^e siècle à Bruxelles. En 1904, la commune d'Ixelles est la première à se doter d'un tel équipement dans la capitale, rapidement suivie par Saint-Gilles (1905) et Schaerbeek (1907).

Les deux premières existent encore – même si celle de Saint-Gilles n'a plus sa forme originelle – et la troisième a disparu – même s'il en reste des traces à la rue Kessels.

La piscine hygiéniste

Ces premiers bassins de nage sont indissociables des établissements de bains publics dans lesquels ils prennent place. Ces lieux ont pour vocation première d'offrir aux classes laborieuses un endroit où se laver et entretenir leur santé. L'industrialisation a en effet conduit à une telle détérioration des conditions de vie dans la plupart des villes que les autorités, représentants du Parti ouvrier de Belgique (POB) en tête, s'inquiètent du sort des populations ouvrières. Dans les termes de l'époque, donner accès à l'eau devient alors un enjeu «d'hygiène publique».

Les premiers réseaux de distribution d'eau potable à domicile sont mis en place au milieu du 19^e siècle pour Bruxelles-Ville et à la fin de ce même siècle pour les communes adjacentes (Ixelles, Saint-Gilles, Schaerbeek, Saint-Josse, Molenbeek) mais le taux de raccordement des logements ne progresse que lentement. Pendant une bonne partie du 20^e siècle, de nombreux immeubles n'ont qu'un point d'eau, partagé par les différents logements. Pour donner une idée de la réalité du non-raccordement à l'eau, on peut rappeler qu'en 1947, soit

40 ans après la création des premiers bains-douches et de leur piscine, 15 à 20 % des logements des communes centrales de la ville (Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Saint-Gilles, Saint-Josse ou Molenbeek) ne sont pas encore raccordés à l'eau de distribution, et qu'à la même date, 15 % des logements n'ont encore accès qu'à des toilettes communes.

Aussi quand les bains publics apparaissent dans le paysage urbain dans la première moitié du 20^e siècle, ils sont pour beaucoup de Bruxellois le seul endroit où l'on peut prendre un bain ou une douche et plonger dans une eau saine s'ils sont équipés d'un bassin. « Beaucoup de Bruxellois » : ici, le masculin est utilisé à dessein car ces établissements sont soit ouverts uniquement aux hommes, soit ne réservent aux femmes que des horaires réduits. Au nom de la pudeur et de la bienséance, il n'était pas question d'exposer le corps des femmes dans des espaces publics accessibles aux hommes. Celles-ci devaient souvent se contenter de faire leur toilette à la bassine, dans la cuisine de la maison.

Sport et éducation physique

Dans la première moitié du 20^e siècle, l'invention du sport viendra conférer aux piscines une nouvelle dimension. Le sport peut être défini succinctement comme un ensemble d'activités physiques dans lesquelles des adversaires sont mis en compétition selon des règles strictement définies et dans des espaces standardisés spécifiquement conçus pour les accueillir. Il est né au 19^e siècle en Angleterre, dans les établissements scolaires réservés aux élites bourgeoises et aristocratiques. La nage et le waterpolo, considérés comme particulièrement vivifiants pour les corps, font partie des activités rapidement codifiées en termes compétitifs. L'inscription de la natation au programme des Jeux olympiques à partir de 1896 a contribué à cette codification et à l'essor de la natation sportive sur le continent européen.

Peu à peu, au départ de l'Angleterre, des clubs de natation éclosent un peu partout. En Belgique, le premier est le Cercle de Natation de Bruxelles, créé en 1890, suivi par le Zwemclub d'Anvers en 1895, le Brussels Swimming club en 1897, et bien

Pour en savoir plus

Deux livres accessibles en ligne :

Sophie Richelle, *Bains publics. Se laver en ville (1850-2000)*, éd. de l'Université de Bruxelles, 2023, 520 p.
<https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/62006>

Cornelia Hummel, David Wagnières, *La piscine municipale. Ethnographie sensible d'un commun*, coll. vuesDensemble, 2023-05-19, 176 p.
<https://www.metispresses.ch/fr/la-piscine-municipale>

Trois articles :

Benoît Hachet, Samuel Fely et Théophile Bonjour, « Nager à Paris : une enquête sur l'ordre des bassins dans cinq piscines publiques du nord-est de la capitale », éd. L'Harmattan, in *Sciences sociales et sport. Varia*, 2023/1, n° 21, pp. 73-103.

Benoît Hachet, Pourquoi les plongeurs ont-ils disparu des piscines publiques, in *AOC*, 2 juin 2023.

Milan Bonté, «Prendre place dans l'espace public en tant que minorité : enquête croisée sur les personnes trans et les femmes musulmanes dans les piscines municipales françaises», in *OpenEdition Journals*, n° 32, automne 2024.

d'autres après eux. À Bruxelles, les membres du club s'entraînent alors au Bain Royal, un bassin couvert tenu par un entrepreneur privé, qui se situait rue du Moniteur dans le nouveau quartier chic de la place de la Liberté dit aussi de Notre-Dame-aux-Neiges. En effet, à l'époque de la fondation des premiers clubs bruxellois, la plupart des piscines, encore appelées « bains », relevaient de l'entreprise privée. Le Bain royal déjà cité, les Bains Saint-Sauveur (rue Montagne aux Herbes potagères, en contrebas de la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule), ou les Bains Léopold, héritiers du temps où seules les élites avaient accès à ces établissements, étaient les plus célèbres et les plus luxueux d'entre eux.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'intensification de la promotion de la natation scolaire comme outil d'éducation physique, un référentiel beaucoup plus large que celui du sport, se heurte à la carence en piscines. L'État met alors des subsides à disposition des communes pour encourager leur construction, et peu à peu la piscine devient un élément important de l'équipement territorial des villes et communes les plus peuplées ; il faut que les jeunes puissent pratiquer la nage, une activité physique considérée comme particulièrement saine.

« La question de la natation doit être envisagée des points de vue hygiénique, utilitaire et sportif. Dans ces trois alternatives, des résultats valables sur le plan social ne peuvent être obtenus que si la natation est pratiquée par la population la plus nombreuse possible. La conclusion s'impose : l'apprentissage de la natation doit être généralisée à toute la population. Le seul moyen d'agir sur toute une population avec certitude, c'est de la toucher d'abord pendant la période de l'obligation scolaire. (...) Le désir de propager la natation dans toute la masse de la population porte donc à considérer comme indispensable la construction de piscines couvertes et chauffées » (Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie au plein air, juin 1965).

Bien qu'encouragées dès les années 1950, il faudra du temps pour voir les réalisations concrètes, puisque c'est à partir des années 1970 que les piscines commencent à être construites « en masse ». Le temps écoulé entre une discussion, une

décision, une conception et finalement la réalisation d'une piscine communale pouvant se compter en années, les piscines s'érigent presque à contre-temps de la conjoncture économique. La courte fenêtre du boom économique des années 1950-1960 se referme en effet rapidement à partir du choc pétrolier de 1973 et de la hausse brutale du coût de l'énergie. C'est ce qui explique en partie que l'âge d'or de la piscine publique sera finalement de très courte durée puisqu'après 1982, on n'en construira pratiquement plus à l'échelle de la Belgique. Certaines d'entre elles, sans doute les plus anciennes, disparaissent d'ailleurs déjà à partir de ces années-là, souvent pour cause d'austérité. La piscine de Forest est ainsi fermée en 1984 et huit piscines sont fermées à Charleroi après un audit financier de la commune. En réalité, les piscines publiques rencontrent les difficultés aussi vite qu'elles se sont multipliées.

La piscine ludique et récréative

Les épreuves vont en effet être nombreuses. Vu la charge financière qu'elles représentent pour les finances communales, surtout en énergie nécessaire pour chauffer l'eau et les lieux, elles doivent se réinventer pour perdurer. Deux voies classiques s'offrent à elles : la limitation des dépenses et l'augmentation des recettes.

Pour réaliser la première, il faut passer par une économie d'énergie donc par des travaux de rénovation eux-mêmes coûteux. Isolation, chaudières plus performantes, baisse de la température de l'eau, limitation de la durée des douches... tout y passe pour rendre les piscines moins énergivores.

Pour atteindre la seconde, il faut augmenter régulièrement les tarifs mais surtout donner aux usagers de nouvelles raisons de venir, si possible en masse. Ce n'est pas si facile car dans les années 1980 apparaissent aussi les premiers « sun parks » et autres « paradis tropicaux » qui sont de redoutables concurrents dans le secteur du loisir aquatique. Venu des États-Unis et des Pays-Bas, le modèle entrepreneurial de ces complexes aquatiques repose sur une offre qui multiplie les attractions : toboggans géants, bien sûr, mais aussi bains à bulles, bassins avec vagues...



© Sofia Tahar

Aqualibi, ouvert en 1987 près de Wavre, et Océade, inauguré en 1988 sur le plateau du Heysel, en sont les exemples-types. Face à ces nouveautés, pour rester attractive, la piscine publique se doit également d'investir dans « le ludique ».

« Le temps où il suffisait d'ouvrir les portes des piscines pour que la clientèle entre en rangs serrés est bien loin. Notre civilisation des loisirs évolue tellement vite qu'il faut s'adapter ou disparaître » (Henri Van Parijs, directeur des piscines de La Louvière, dans le magazine de l'Association des équipements sportifs, 1986).

« Il faut sortir de notre style sclérosé de gestion de nos piscines. Nous ne savons pas changer nos infrastructures conçues dans le passé. Pour évoluer, nous devons imaginer et sortir de notre carcasse. Il faut oser » (Claude Liesenberg, directeur de la piscine de Woluwe-Saint-Pierre, dans le magazine de l'Association des équipements sportifs, 1986).

Le toboggan se voit ainsi investi de la mission de « sauver la piscine publique » et devient l'équipement-phare à la fin des années 1980, aux côtés d'autres équipements récréatifs, glissants et « bouillonnants » (structures gonflables, jeux aquatiques, bains à bulles, saunas...).

Une autre manière d'attirer du monde à la piscine a consisté à élargir le public susceptible d'y venir. C'est durant cette période que l'on voit se multiplier les horaires dédiés à différentes activités et publics : les séances pour « bébés flotteurs » ou « bébés nageurs » (accompagnés, forcément, de leurs parents), les premiers cours d'aquarobic, ou les soirées tropicales... Si dans un premier temps, ces stratégies s'avèrent « payantes » et font (re)venir la clientèle, l'embellie sera néanmoins de courte durée.

Risque, surveillance et sécurité

En effet, outre la montée en puissance de la pensée néolibérale, qui exige des services publics (donc de la piscine) qu'ils imitent le modèle de l'entreprise capitaliste, trois éléments vont contribuer à faire peser de nouvelles charges sur les piscines : la multiplication des normes en matière de sécurité, les préoccupations en matière de santé publique et les nouvelles exigences environnementales. La peur des noyades et du risque d'accident, les problèmes de concentration en chloramines (issues de la décomposition du chlore) dans l'air des piscines, la peur des virus dans l'eau, le problème de la pollution des eaux rejetées dans l'environnement vont conduire à de nouvelles règles d'exploitation. Celles-ci imposent souvent de nouveaux investissements tant en termes de dispositifs techniques que de personnel de surveillance.

C'est dans ce contexte de plus en plus préoccupé par la sécurité (dans toutes ses dimensions), que le vêtement revient au centre

des préoccupations. Autant, dans un passé ancien, «la décence» primait pour définir les vêtements qu'il convenait de porter à la piscine, autant dans les années 1990, c'est la peur du manque d'hygiène qui va servir à exclure un certain nombre de tenues. Les shorts, les « jeans coupés » et les bermudas, soupçonnés d'être portés dedans comme en dehors de la piscine, sans discontinuité, deviennent ainsi les ennemis n° 1 des piscines publiques. Des campagnes du type « Stop aux bermudas » décorent l'entrée de la plupart d'entre elles.

Au-delà d'un retour d'une forme de préoccupation hygiéniste, on peut faire l'hypothèse que le fait d'avoir rendu les piscines plus ludiques dans les années 1980 (toboggans, vagues et bulles) a effectivement fait venir de nouveaux usagers, issus de milieux populaires et de l'immigration récente, en particulier des jeunes garçons venant en groupe chercher « l'éclate » à un prix abordable dès les premiers beaux jours. Ils y viennent avec leurs codes et des formes de turbulences qui dérangent le ronron des piscines. S'attaquer à leurs vêtements, à leur « mode », sous couvert de soupçon de manque d'hygiène, est peut-être une manière indirecte de les stigmatiser comme «fauteurs potentiels» et de tenter de les remettre dans le droit chemin.

La séquence « stop aux bermudas » n'est ni la première ni la dernière dans laquelle le vêtement de bain se retrouve au coeur de conflits aux dimensions multiples. Capable de cacher le corps ou, au contraire, de le mettre en évidence, il est un champ de bataille idéologique, surtout quand il s'agit du vêtement des femmes dont le corps a toujours été plus contrôlé que celui des hommes. Les moralistes du début du 20^e siècle fustigeaient les maillots une pièce qui leur dénudaient les bras ou les jambes. En 1949, le bikini fut interdit sur les plages de plusieurs États dont la Belgique, tant il semblait provoquant. Ironie de l'histoire, ce sont aujourd'hui les tenues « trop couvrantes » qui servent de prétextes à la stigmatisation de celles qui les portent. L'invocation de l'hygiène et de la sécurité pour les interdire masque souvent mal au mieux une forme d'intolérance, au pire du racisme.

Nage en ligne ou aquagym ?

Le soufflé de la piscine ludique étant assez rapidement retombé au cours des années 1990, les piscines vont une nouvelle fois devoir se réinventer. Le toboggan ayant perdu sa place, y compris pour des raisons de sécurité, deux référentiels prennent le dessus à partir du début des années 2000 : d'une

part, la pratique sportive et, d'autre part, la quête du bien-être corporel. La première n'est pas sans lien avec l'injonction sociale à la performance individuelle. La seconde est liée à l'injonction à rester en bonne santé le plus longtemps possible et à la diversification des moyens pour y parvenir. Les entreprises privées, du type salles de fitness ou lieux de wellness, ne sont pas étrangères à la banalisation de ces injonctions et ont également su en profiter. Mais les piscines surfent également sur la vague, car la nage ou les activités dans l'eau sont reconnues comme des remèdes particulièrement efficaces pour atteindre le bien-être et contrer de nombreux maux physiques (maux de dos, d'articulations, etc.).

Illustrant ce nouvel âge sportif, les couloirs de nage ont fait leur apparition. Alors qu'ils étaient généralement absents des piscines aux heures d'ouverture au grand public jusque dans les années 2000, ils strient désormais de leurs flotteurs l'entièreté des (grands) bassins. Ils invitent les nageurs et nageuses à une forme de discipline : fini de nager à tort et à travers ! Dans le même temps, en parallèle, souvent dans un espace réservé mais lui aussi délimité par les flotteurs, les cours et activités qui promettent et promeuvent l'entretien de la forme physique, se multiplient. Aquagym, aquabike, et même aquaboxe rencontrent un succès grandissant.

L'observation de terrain montre cependant des différences notables entre ces deux types de pratiques : alors que la nage en ligne est souvent pratiquée par des sportifs (un peu moins par des sportives), blancs et adultes, les activités collectives remportent surtout l'adhésion d'un public beaucoup plus féminin, plus âgé et plus multiculturel. Quant aux enfants et adolescent.es, ils et elles sont souvent relégués aux petits bassins ou à une portion congrue de l'espace du grand bassin où les toboggans ont disparu et où les ballons sont parfois à peine tolérés. En forçant un peu le trait, les piscines semblent ainsi leur dire : « Si tu es ici, ce n'est pas pour t'amuser, c'est pour nager ! »

Ainsi parcourue, l'histoire des usages de la piscine permet de saisir les mutations de certaines questions sociales : la place du jeu et des jeunes dans un monde qui supporte mal le risque et l'exubérance, la difficile cohabitation entre usages sportifs et récréatifs ou de bien-être, le (dé)voilement du corps des femmes... Mais, au-delà de ces mutations, ce petit tour d'horizon permet sans doute de mieux montrer et comprendre les attachements à la fois multiples et profonds à ce lieu. ▀



© Sofia Tahar

Entretiens
avec

Thomas **Eraly**, Franck **Goudezeune**, Nabil **Messaoudi** & Edwige **Vanderelst**

Sur l'aptitude à penser **LES SOUS-GROUPES**

Qu'est-ce qui mobilise un échevin des Sports en faveur d'un créneau horaire en non-mixité à la piscine ? Sa décision résulte-t-elle de demandes externes, ou traduit-elle une politique inclusive ? Quelles ont été les réactions, les freins, les oppositions ? Pour comprendre les ressorts politiques, nous présentons deux pratiques différentes dans les piscines publiques de Schaerbeek et d'Ixelles. Dans un cas, le créneau en non-mixité advient avec le soutien du conseil communal ; dans l'autre cas, on parle de privatisation de la piscine par des associations.



La file d'attente le dimanche matin à la piscine de Schaerbeek : signe du succès pour le créneau en non-mixité.



on grand-père, né en 1917, nous racontait que la piscine était ouverte en alternant une heure pour les hommes, une heure pour les femmes. À peine commençait-il à nager qu'il devait déjà ressortir. Il ne nous cachait pas son irritation et j'ai longtemps gardé en tête que cette séparation n'avait aucun sens. Jusqu'à ce qu'il change d'avis. Dès son entrée en fonction comme échevin des Sports à Schaerbeek en

2018, Thomas Eraly (Ecolo) a pour objectif d'inverser les faibles chiffres de la pratique sportive féminine dans sa commune, révélés dans les rapports de Perspective Brussels.

Le pari de Thomas

À l'époque, la piscine communale était fermée depuis un an et allait le rester encore 5 ans (de 2017 à 2023). Pendant cette longue rénovation, Thomas Eraly a croisé des femmes d'origines, d'horizons professionnels et d'âges divers, qui lui demandaient d'aménager un créneau pour femmes et enfants. « *Je ne comprenais pas leur requête. Selon moi, la piscine est ouverte à toutes et tous. C'était délicat. J'avais peur de la récupération politique.* »¹

L'échevin aurait pu se faciliter la tâche, s'assurer un confort politique. Il lui suffisait de dupliquer le modèle d'avant la fermeture, puisqu'il existait un tel horaire exclusivement réservé aux femmes, mis en place avec succès par une asbl qui privatisait la piscine en dehors des heures d'ouverture. « *Mais le besoin exprimé par tant de femmes diverses a fini par arriver à mon cerveau.* » L'échevin a perçu deux arguments convergeant vers la même conclusion. Premièrement, la privatisation a ce désavantage qu'elle permet uniquement aux femmes membres de l'asbl

d'avoir accès au créneau. Deuxièmement, un créneau en non-mixité qui serait ouvert à toutes aura cet avantage d'encourager le sport au féminin. Thomas Eraly résume son intention : « *Un : je réponds à une demande exprimée à de nombreuses reprises. Deux, on fait un test. Trois : l'objectif est la santé publique, sans visées communautaristes. Je veux que les femmes fassent du sport, y compris celles qui en sont le plus éloignées. Si, pour aller à la piscine, elles se sentent mieux dans un safe space, qu'elles y aillent, et massivement... même si la non-mixité n'est pas mon truc. Qui suis-je pour imposer ma vision des choses ?* »

Ni opposition de principe, ni freins

Le projet a emporté l'adhésion à la fois au conseil d'administration de la piscine, au collège et au conseil communal. « *Il est vrai que j'avais fait le travail politique à l'avance. J'avais rencontré les plus réfractaires, pour comprendre leurs raisons et les rassurer : on teste une heure de bassin en non-mixité, puis on dresse le bilan. J'ai porté la responsabilité de cette décision, mais celle-ci a été partagée par l'ensemble du conseil communal. À aucun moment elle n'a été remise en question.* » Le fait est d'autant plus remarquable que le parti de la bourgmestre faisant fonction, Cécile Jodogne (DéFI), est connu pour être attaché à une vision de la laïcité qui, *a priori*, n'envisage pas la non-mixité dans les espaces publics.

Outre le choix de l'horaire du dimanche matin, la question des tenues de bain a été également débattue au CA de la piscine qui s'est accordé sur une règle claire : les tenues autorisées doivent être adaptées à la pratique de la natation, à l'hygiène et

à la sécurité. Les tenues couvrantes ajustées au corps font donc partie du lot autorisé, contrairement aux shorts trop amples. Une règle claire qui, pourtant, a été déformée.

Dès la réouverture de la piscine, une polémique sans fondement a éclaté à la suite d'une infox mise en ligne le 18 septembre 2023 par la RTBF – et jamais supprimée, malgré les demandes de la direction de la piscine. Le journaliste, qui n'avait vraisemblablement pas lu l'article 48 du règlement relatif aux vêtements autorisés dans le bassin du Neptunium², a titré que « *La piscine rénovée (...) autorisera le port du burkini* »³. Le mot sulfureux est lâché, provoquant des tensions vives au sein du parti DéFI, jusqu'à ce que son président calme les obsessions de certains et invite « *les laïcs de toutes convictions politiques à cesser de s'écharper* ». Un traitement médiatique « *intellectuellement lamentable* », pour reprendre les mots de l'échevin des Sports. « *J'ai été très surpris : les médias ont plus réagi sur les tenues de bain que sur l'heure des femmes et enfants. Il n'y avait aucune réflexion.* » Dans le même temps, Thomas Eraly a dû s'atteler à rassurer les élus DéFI de Schaerbeek mis à mal. Aucun d'entre eux n'a retiré son soutien à l'échevin.

« La santé publique convainc plus que l'inclusion »

Thomas Eraly s'était préparé aux polémiques éventuelles en se basant sur l'expérience du maire écologiste de Grenoble. En 2022, la majorité à la mairie avait autorisé le burkini dans les piscines

Nager en non-mixité choisie¹

L'histoire de la mixité et de la non-mixité des sexes ou des genres en Belgique reste encore à écrire. Si des travaux d'historiennes et d'historiens ont partiellement couvert le champ, notamment dans le domaine de l'histoire de l'école et de l'enseignement, des mouvements de jeunesse ou du sport, bien des facettes restent à explorer. Il est donc difficile à ce stade de notre recherche de relater avec précision quelles ont été les étapes et les inflexions de la mixité et de la non-mixité dans les piscines. On tentera juste d'en esquisser à gros traits quelques-unes ici, en lien étroit avec les évolutions plus générales de la société.

Au moment où les premiers bassins sont construits en Belgique, le long des canaux ou des rivières au 19^e siècle, la société est organisée selon une séparation stricte des rôles et des tâches entre les sexes. Si un nombre important de femmes travaillent et sont salariées, surtout dans les villes, elles demeurent assignées aux tâches domestiques et reproductives du foyer. Ainsi, l'espace urbain est-il hautement sexué : aux hommes les espaces publics, aux femmes les espaces privés. Dans ce contexte, il était tout

simplement impensable de tolérer la co-présence des femmes dans les bassins publics ; ils leur sont tout simplement interdits. La crainte de favoriser des comportements contraires aux bonnes mœurs servait également de repoussoir. Les premières piscines couvertes créées au début du 20^e siècle, qui s'arriment davantage à un projet de santé publique, ne seront ouvertes aux femmes que très parcimonieusement.

Les choses changeront quelque peu dans l'Entre-deux-Guerres parallèlement à la reconnaissance progressive de nouveaux droits pour les femmes (droit de vote aux élections communales en 1921, notamment). L'octroi de congés payés et plus généralement l'avènement de ce qu'on a appelé la « société des loisirs » a également contribué à créer des espaces plus mixtes, parmi lesquels les plages et solariums ont probablement été les premiers où l'on pouvait se côtoyer en maillot de bain (couvrant). Les piscines publiques en revanche resteront plus longtemps réfractaires à la mixité.

C'est donc surtout après la Seconde Guerre mondiale, années d'une « révolution de l'intime », que la coexistence entre garçons et filles, hommes et femmes, au sein des mêmes espaces se banalise. L'accès massif des filles à la scolarité et la généralisation progressive de la

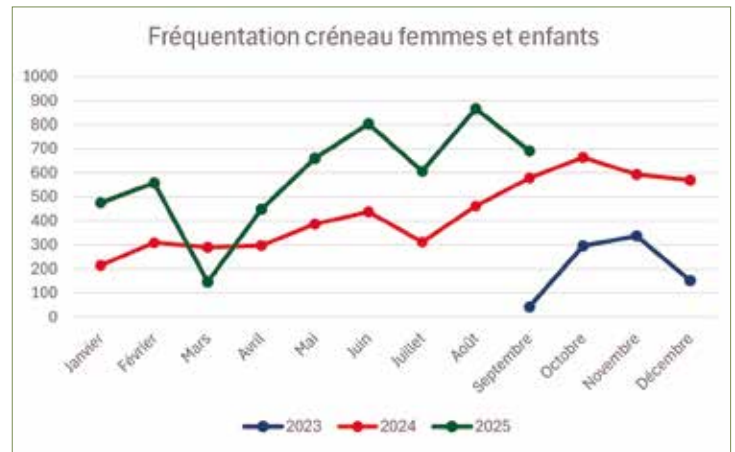
municipales. Un débat sur la laïcité avait aussitôt enflammé la sphère politique. Il y eut des plaintes, jusqu'au point final et fatal donné par le Conseil d'Etat qui établit que la mairie avait dérogé à la règle commune pour satisfaire une revendication religieuse. *« J'avais vu les attaques du gouvernement et du ministre de l'Intérieur contre le maire. Dans ma logique personnelle, je ne voulais pas entrer sur ce terrain parce que, en tant qu'Ecolo, j'aurais été perdant par rapport à ces gens qui hurlent. En plus, ce sont des sujets que je ne maîtrise pas. Je considère que les enjeux sociétaux, climatiques et économiques sont considérables, et ça m'agace qu'on revienne avec le communautarisme dans le débat public ».* Tactique sur fond de sincérité, l'argumentaire de l'échevin est resté centré sur le sport et la santé publique. D'où son constat : *« La santé publique convainc plus que l'inclusion ».*

Qui pourra contredire Thomas Eraly ? Ces polémiques dépassent largement l'aire du bassin. Le débat en boucle sur le vivre ensemble et le communautarisme traverse la société depuis des décennies sans trouver de réponses politiques. Au moindre prétexte, des polémistes de tous poils projettent des fantasmes sur des minorités et méprisent leur dynamiques sociales. Ils tournent en rond dans leur inaptitude à penser les sous-groupes et leurs modes d'intégration, à réduire des minorités à « des parmi nous qui ne se dissolvent pas », à les rejeter sous couvert de la laïcité.

À l'échelle de la piscine de Schaerbeek, les plus gros remous n'ont duré qu'une semaine pendant laquelle la direction et l'échevin ont tenu bon. Diverses plaintes ont continué à tomber. Certaines, façon Calimero : *« C'est trop injuste, et nous les hommes ? »* Il y a plus criante comme injustice ; il s'agit de 2 heures réservées aux femmes et enfants sur 98 heures en mixité. D'autres critiques

co-éducation (aussi appelée « mixité ») dans les écoles (du primaire au supérieur) au cours des années 1960 et 1970, ont largement contribué à cette « révolution ». C'est le temps des premières « surbournes », des sorties en voiture... et des escapades à la piscine loin du regard des parents. Par ailleurs, la promotion de l'éducation physique des filles, que certains pédagogues encourageaient depuis le début du 20^e siècle, trouve enfin un écho plus généralisé. Alors qu'au début du 20^e siècle, les réticences à organiser des compétitions de natation pour femmes étaient encore vives dans les milieux misogynes de l'olympisme, elles sont maintenant encouragées à s'inscrire dans les clubs sportifs, du moins dans les disciplines telles que la natation qui ne contrecarrent pas trop l'image stéréotypée de ce qu'est une athlète « féminine ».

Cependant, dans les années 1970, dans le droit fil d'une histoire ancienne des féminismes, des groupes de femmes revendiquent aussi et instaurent des lieux de non-mixité choisie, des espaces qui leur permettent de penser ensemble l'oppression dont elles sont victimes dans une société toujours profondément patriarcale. La proclamation de l'universalisme... ou de la mixité universelle, ne garantit en effet pas son exercice de fait car les inégalités, les différences sociales et culturelles ne peuvent être effacées au trait d'un concept.



ont versé dans la haine de l'autre. Franck Goudezeune, qui reprit la direction du Neptunium en janvier 2021, épingle que *«des personnes se sont plaintes que nous donnions raison aux musulmans, voire aux Frères musulmans. J'ai eu des messages truculents que la Belgique s'est musulmanisée à travers nous. On a eu droit aussi au discours patriarcal sous couvert de l'égalité des genres ».* Sa posture : *« Je ne réponds pas. »*⁴

Record de fréquentation

« Nous avons été complètement dépassés. Je n'avais pas mesuré à quel point le besoin social était aussi important. Trop de femmes faisaient la file à l'entrée ! Le temps d'attente a généré des frustrations et des critiques », se souvient l'échevin des Sports. Au bout de six mois, les chiffres ont parlé de sorte que les conseillers communaux ne pouvaient qu'appuyer unanimement la proposition d'élargir le créneau à deux heures. Depuis l'ouverture, le nombre d'entrées est en constante évolution comme l'illustrent

En organisant des moments de non-mixité pour femmes dans les piscines bruxelloises depuis le milieu des années 1990, des associations créées par des femmes, dont certaines issues de l'immigration des années 1960 et 1970, ont en quelque sorte mis en pratique un « nager » ensemble qui, à défaut de permettre de penser ensemble les oppressions, permet au moins de nager en dehors d'elles.

Les heures de nage en non-mixité mises en place pour les personnes transgenre dans certaines piscines anglaises ou montréalaises sont une autre déclinaison de cette recherche de moments de liberté en toute sécurité. ▮

Chloé DELIGNE

[1] La différenciation entre la non-mixité subie, c'est-à-dire imposée et représentée par les cercles masculins privilégiés du pouvoir et de l'entre-soi, et la non-mixité choisie par des groupes minorisés, a été proposée par la sociologue Christine Delphy, théoricienne féministe, dans un exposé oral tenu en 2008 à l'occasion des 50 ans du Monde diplomatique et reproduit en ligne plus récemment (Christine Delphy, « La non-mixité : une nécessité politique. Domination, ségrégation et auto-émancipation », Les Mots sont importants, 24 novembre 2017, URL : <https://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>).

les 3 courbes ascendantes du tableau (page 21, source : Neptunium). 2024 a enregistré un total de 5.114 entrées. Et cette année, on atteignait déjà les 5.256 entrées fin septembre.

Franck Goudezeune peut se dire « un gestionnaire très content du dimanche ». Pas de retour en arrière prévu donc, mais pas non plus d'élargissement de ce modèle : *« J'ai reçu des demandes d'heures spécifiques pour les nudistes, des religieux, des transgenres. Je peux les comprendre mais le CA ne peut y répondre, sinon la piscine ne serait plus qu'une construction de blocs horaires ».*

Bienveillance et intimité

Notons que la mise en place de l'horaire pour femmes et enfants n'a suscité aucune réaction de la part du personnel ; leur seule contrainte a été de prévoir des sauveteuses pour le dimanche. Et lorsque l'une d'elle doit être remplacée par un sauveteur, en cas de maladie par exemple, le directeur prévient les usagers.

Par les retours que lui fait sa co-directrice Edwige Vanderelst, Franck Goudezeune sait que le public du dimanche matin est diversifié bien au-delà d'une appartenance confessionnelle. La co-directrice, également sauveteuse, pratique les créneaux en non-mixité au Neptunium et à la piscine de Laeken. Et elle adore ! *« Il y règne une ambiance et une solidarité superbes. C'est très familial, convivial, chaleureux. On s'y sent à l'aise. Je crois que la plupart sont des femmes, musulmanes ou pas, qui ont besoin de sentir une bienveillance qui n'est pas forcément présente dans un créneau mixte. Malheureusement, les femmes sont souvent complexées par leur corps. Et c'est vrai qu'elles ne se sentent pas jugées quand elles se retrouvent entre elles pour profiter d'un instant rien que pour elles et s'amuser comme des adolescentes. »*⁵

Focus sur Ixelles

De novembre 2018 jusqu'à la fermeture de la piscine d'Ixelles pour rénovation [de 2020 à 2024], c'est l'asbl Émergence XL qui, avec l'autorisation de la commune et du CA de la piscine, organisait le créneau en non-mixité en louant l'espace, en dehors des heures publiques. Comme à Schaerbeek, ce créneau a d'emblée connu un succès incontestable. Comme à Schaerbeek, il a subi les mêmes polémiques. *« Et c'est un mélange de compromis de majorité à échelon local, sans dogmatisme de partis, avec un pragmatisme certain qui a permis de répondre à la demande »*⁶, commente Nabil Messaoudi (PS) qui prend ses fonctions d'échevin des Sports quasi en même temps que la réouverture de la piscine fin 2024. Il n'a pas connu cette courte expérience de 2 ans avec Émergence XL. Il sait toutefois qu'entre 2018 et

2024, la demande a explosé et la façon dont elle est perçue s'est modifiée. *« A l'époque, on disait que seules les femmes voilées cherchaient des piscines non-mixtes. Aujourd'hui, les études féministes prouvent que les femmes ont besoin de safe places. »*

Il en faut pour tout le monde !

De fait, la demande des femmes du quartier et d'ailleurs ne décroît pas. D'où la reconduction et même l'élargissement des créneaux à d'autres asbl. Les créneaux spécifiques ne sont pas intégrés dans la politique ni dans l'identité de la piscine puisque chaque asbl qui occupe le lieu signe un contrat de location et prévoit sa propre équipe de sauveteurs. Aux yeux de l'échevinat, le créneau en non-mixité relève néanmoins indirectement d'une décision politique ixelloise, *« parce que Émergence XL est une asbl para communale. La moitié de son CA et de son AG est composée de conseillers communaux. Et la commune met son personnel à sa disposition. »*

« N'importe quel club ou association peut faire une demande de location, d'un couloir ou de toute la piscine. Le tarif est 25 euros de l'heure par couloir – ce qui n'est rien. Le service des sports de la commune analyse les dossiers [40 au total en 2025], et c'est l'échevin qui sélectionne en fonction d'un équilibre, de la politique mise en place et de la disponibilité », décrit Nabil Messaoudi. Les arbitrages se font en tenant compte de la diversité des projets et des publics. *« Sur les 40 demandes, 29 ont été retenues et 25 sont actuellement actives, dont 3 créneaux réservés spécifiquement aux femmes : ANI, Émergence XL, FightXLlife. »* Les autres projets visent les seniors, les personnes grosses, des sportifs de haut niveau, ou encore des publics en apprentissage.

En guise de conclusion, Nabil Messaoudi se montre philosophe : *« Là où il y a des différences, je ne vois que des occasions de nous rassembler ».* Et comme son pair Thomas Eraly, il souligne la notion de service public de toute piscine. *« Aujourd'hui, on ne doit pas considérer qu'une piscine coûte cher en termes financiers. Il faut surtout voir ce qu'elle peut apporter à la communauté »...* où vivre ensemble nécessite une négociation quasi permanente. ■

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli** et **Chloé Deligne**

[1] Entretien réalisé le 14/09/2024.

[2] Article 48 du règlement d'ordre intérieur : « Seuls les maillots de bain classiques sont autorisés, ainsi que les combinaisons dédiées à la baignade, recouvrant partiellement ou totalement le corps. Les shorts, jupettes et vêtements amples sont interdits ».

[3] <https://www.rtb.be/article/la-piscine-renovee-du-neptunium-a-schaerbeek-autorisera-le-port-du-burkini-11257036>

[4] Entretien réalisé le 18/12/2024.

[5] Entretien réalisé le 20/11/2024.

[6] Entretien réalisé le 26/02/2025.

DANS LE BAIN politique, économique et social



elfit est une piscine privée du côté des Etangs Noirs, à Molenbeek. C'est Soraya, membre d'une asbl anderlechtoise, qui m'invite à la session d'aquagym ce jeudi de juillet. L'entrée revient à 10 euros pour les membres de l'asbl (qui ont déjà payé une cotisation de 10 euros), sinon elle coûte 15 euros.

Nager entre femmes à Bruxelles n'est pas qu'une affaire de sport ou de santé. C'est aussi une question sociale, politique, économique. L'ADEPS parle de santé et de sécurité publique, tandis que des usagères rencontrées évoquent la santé, la pudeur, la féminité. Mais aussi le harcèlement, avec des téléphones glissés sous les cabines pour filmer les nageuses qui se changent, des commentaires blessants ou incongrus sur le corps féminin. La non-mixité apparaît alors comme une safe place, une parenthèse où les femmes se sentent en sécurité.

Dans le civil, Soraya est comptable ; dans l'eau, elle donne des cours d'aquagym, forte de longues années de pratique avec l'asbl Femmes en Forme. Sa thrombose est sa motivation, l'exercice dans l'eau sa libération. Les corps des femmes membres de l'asbl sont perclus de douleurs que l'aquagym soulage. Eau chaude, jacuzzi et sauna rendent l'atmosphère moite, et l'aquagym s'achève en session de papotage où les femmes prévoient leur prochaine expédition : une randonnée à Namur.

L'asbl planifie des randonnées, des voyages, des Moments Cafés, et autres activités culturelles. Elle permet aux femmes de se détacher de l'organisation d'une sortie et de pouvoir ainsi en profiter à fond. Elle a pour public cible des mamans de famille monoparentale pour la plupart qui trouvent un moment sportif ou de détente pour elles et/ou leurs enfants.

Nous avons nagé à Molenbeek tout l'été, le même jour, à la même heure – une routine sportive qui a induit une sociabilité certaine. Nous avons échangé dans l'eau ou en mangeant, de sujets aussi sensibles que légers, allant du génocide à Gaza aux vacances.



© Sofia Tahar

Des cheffes de famille inquiètes

L'asbl est anderlechtsoise, mais la piscine privée molenbeekoise. Le Moment Café se tient place du Conseil, le lieu de nage est à Etangs Noirs. Le 31 juillet à 30 minutes près, nous avons évité la fusillade qui a fait un blessé au parc Bonnevie. Entre les narcotrafiquants et les règlements de compte qui continuent d'assourdir Anderlecht et Molenbeek, ces mères cheffes de familles monoparentales sont inquiètes. Trois fusillades en sept jours : parc Ransfort, parc Bonnevie, Comte de Flandre.

« L'été, ce n'est déjà pas facile de trouver quoi faire avec nos enfants, soupire Nazirah. Mais en plus, c'est dangereux de les laisser traîner. Si tu as des noms d'asbl où on peut sortir entre femmes avec les enfants, dis-le-moi ! » Une demande qui pourrait sembler banale, mais qui traduit la responsabilisation des mères solos quant à ce qu'elles font avec leurs enfants, ou leur font faire, une fois les écoles fermées. Ainsi, Femmes en Forme permet à ces mères isolées d'avoir accès à des activités sans devoir « lâcher leurs enfants dans la nature ». Selim Derkaoui, journaliste français, aborde la question de l'encadrement des enfants des mamans solos, et donne un relief supplémentaire aux témoignages : « Dans les discours politico-médiatiques dominants, trois figures se confondent : le père immigré absent, son fils menaçant et la mère défaillante »¹. Au lieu de les réduire à des mères « défaillantes », on perçoit des mères inquiètes, qui ne savent pas quoi faire en été pour occuper leurs enfants, telle Soraya qui a peur de la mauvaise rencontre qui pourrait influencer négativement son enfant lorsqu'elle est au travail ou à la piscine, ou encore Nancy qui se hâte de sortir de l'eau pour que son fils ne l'attende pas seul trop longtemps dans la rue. Autant d'exemples de la charge mentale des mères, seules ou pas, qui, même dans des moments où elles prennent soin d'elles, restent sur le qui-vive.

Nager entre femmes, c'est kiffant !

La nage *ladies only* n'est pas une formule récente. Déjà en 1996, l'asbl Dar el Wald proposait à la piscine de Schaerbeek un créneau horaire réservé aux femmes. En témoigne Mariem Samadi, présidente de l'asbl Femmes en Forme : « A l'époque, j'avais 16 ans. Najat Saadoun était la responsable de Dar El Wald.

J'allais à la piscine tous les dimanches avec ma mère, et je kiffais. On était toutes là. Bien sûr, c'étaient les débuts : l'anarchie dans une piscine blindée, mais c'était la kiffance !

Depuis ces dimanches de 1996, une tout autre réalité sociale et natatoire a pris forme : l'asbl Femmes en Forme a succédé à l'association de fait, et a créé en 2001 son propre créneau de nage *ladies only*. Aujourd'hui, 7 des 17 piscines publiques de la Région bruxelloise proposent un horaire spécifique pour les femmes. Voilà bientôt 30 ans que Femmes en Forme évoque ces horaires spécifiques comme de moments de « bien-être sportif », explique Mariem Samadi. Cette demande rencontre une offre à laquelle le monde associatif tente de répondre selon ses moyens.

Bien-être sportif et sécurité publique

Pierre Wiliquet, collaborateur au volet éthique de l'ADEPS (Administration générale des sports en Fédération Wallonie-Bruxelles) complète les propos de Mariem Samadi : « Au-delà de la question des femmes à la piscine, on risque d'avoir dans les plus jeunes générations – et c'est peut-être déjà le cas – de moins en moins de gens qui savent nager, et potentiellement un problème de sécurité publique. En France, face aux chiffres croissants de noyades en contexte privé, Roxana Maracineanu, ex-nageuse médaillée devenue ministre des Sports [de 2018 à 2022] a conçu un plan pour promouvoir l'acquisition de piscines. Je pense qu'à un moment ça risque d'être problématique chez nous car moins de gens ont accès à la piscine. Les raisons sont diverses : le coût, le fait que toutes les écoles n'ont pas la possibilité d'assumer l'apprentissage de la natation, que toutes les familles n'ont pas les moyens de payer des cours après pour apprendre à nager. On constate aussi que des écoles n'organisent pas de cours car il n'y a pas de piscine à proximité. Il y a aussi des écoles où, malgré des piscines à proximité et des tarifs avantageux, les cours ne sont pas organisés parce que les déplacements coûtent de plus en plus cher, et il ne s'agirait pas de solliciter davantage les parents ».

Apprendre puis transmettre

Les cours de nage exclusivement féminins sont aussi perçus comme un apport où se combinent l'apprentissage dans un

premier temps et la transmission par la suite. Lors des entretiens menés, certaines jeunes femmes ont évoqué leur expérience désagréable de la piscine durant leur scolarité, à l'époque où elles n'étaient pas accoutumées à l'eau. Selon Mariem Samadi, « dans une école populaire, 95 % des enfants sont dans le petit bassin. Dans une école plus aisée, 95 % nagent dans le grand bassin. C'est une question de familiarisation à l'eau ». Une femme qui nage est une mère qui peut potentiellement transmettre une familiarisation à l'eau à ses enfants, comme en témoignent plusieurs usagères rencontrées ou les 89 répondantes au questionnaire *Les femmes à la piscine* que nous avons diffusé en ligne à partir de février 2025. Voici l'une des réponses liant la maternité à la nage : « Je ne peux pas transmettre la nage à mes enfants tant je ne suis pas assez bonne nageuse. Mes enfants n'ont pas accès aux cours de natation à l'école et il n'y a pas de place pour eux dans les cours privés près de chez nous. Pourquoi ne pas donner priorité aux enfants des écoles qui ne peuvent pas aller à la piscine ? ».

Pudeur et liberté

Sarah, nageuse assidue à la piscine de Laeken, explique : « La nage entre femmes me permet d'apprendre à mon rythme, entourée de femmes bienveillantes, tout en pudeur ». La pudeur dans la pratique sportive est un des facteurs de sélection de ces horaires exclusivement féminin. Une femme qui nage à Ixelles les vendredis soirs précise : « Ce n'est pas une question de religion, mais de pudeur ». Ce témoignage se lie à celui de Sanaé : « Souvent, les femmes, musulmanes ou pas, se sentent plus à l'aise entre elles. Il n'y a pas d'auto-jugement ou de mal-être par rapport à leur corps, pas de peur d'être jugée par des regards masculins ou d'être lorgnée de façon mal attentionnée. Il y a le sentiment d'être en sécurité ».

Alors que la nage en mixité est un choix par défaut qui peut frustrer ou donner lieu à des scènes de violence, le choix de la non-mixité se pose avec la contrainte des créneaux horaires inconfortables : toujours trop tôt ou trop tard en journée. Ces usagères de tous âges sont l'incarnation d'une demande sociétale de *safe places* où l'exposition de leur corps à la piscine s'accompagne des regards et commentaires normés. La non-mixité est-elle la solution à une culture du commentaire



© Sofia Tahar

corporel? Finalement, la non-mixité est posée comme une volonté de choisir à qui l'intime qu'est le corps en maillot est exhibé. Les jeunes adultes rencontrées le verbalisent : la piscine dans l'adolescence, lorsque le corps est en changement, a été une épreuve pour elles. C'est plus tard, par la nage en non-mixité, qu'elles ont découvert une paix dans cette pratique sportive.

La saturation des bassins à Bruxelles²

L'étude réalisée par CityTools³ en 2022 sur l'état des lieux des piscines en Région de Bruxelles-Capitale met en évidence que la Région fait face à une saturation des piscines publiques sur son territoire : « Bruxelles compte une piscine publique pour 68 000 habitants (1 219 970 habitants/18 piscines) »⁴. Sur les 18 piscines du territoire, 17 le sont pour tout public, celle de l'Ecole Royale Militaire étant réservée à leurs étudiants et aux clubs. Cette saturation s'ajoute à d'autres constats présentés par Pierre Wiliquet : « Il existe trop peu d'infrastructures par rapport aux besoins et aux envies des gens, c'est un premier constat. Le deuxième : la gestion d'une piscine coûte très cher. Dans un souci de rentabilité, le pouvoir local se dirige souvent vers les activités rentables, au détriment des approches plus éducatives et sociales ».

Ainsi, l'accessibilité à des lieux de natation, qu'ils soient à destination de clubs, d'écoles, ou de nageurs et nageuses du quotidien, se pose en Fédération Wallonie-Bruxelles, et plus localement dans la Région bruxelloise. Nager dans une des 17 piscines communales, qui plus est en non-mixité, devient alors un parcours d'obstacles.

De l'éducation permanente par le sport

Dans son engagement associatif, Mariem Samadi pointe en fin l'enjeu d'éducation permanente : « Le but de l'activité c'est que tu puisses prendre toi-même l'élan de dire "Je veux nager, je vais nager !" grâce à l'existence d'horaires réservés femmes, en plus d'avoir conscience que ce sport est bon pour le bien-être et la santé. Il ne faut pas attendre l'injonction ou le conseil du médecin. C'est pourquoi j'insiste sur l'aspect d'éducation permanente. C'est parce que les femmes savent pourquoi, qu'elles se soucieront de leur bien-être sportif ».

Lorsque le sport devient un outil d'éducation permanente, il dépasse la question de la performance physique et de la pratique. Il devient un levier d'émancipation, de subversion, de réflexion critique et de transformation sociale de femmes qui, par la nage, sont actrices de leur santé, de la transmission qu'elles en font, et du rapport à leur intimité. À travers des pratiques collectives en horaires *ladies only*, la nage questionne les inégalités, renforce les liens sociaux, d'entraide et de cohésion sociale et, comme dans le cas ixellois où le groupe est pluri-affilié, développe des compétences citoyennes. ■

[1] Selim Derkaoui, 2025, « Laisse pas trainer ton fils. Comment l'Etat criminalise les mères seules », Edition Les Liens qui libèrent.

[2] Lire « La piscine publique : un lieu commun ? » de Chloé Deligne, en pages 8-13 de cet *Imag*.

[3] Une agence d'urbanisme pluridisciplinaire active sur les questions spatiales, sociales et environnementales basée à Bruxelles-Capitale www.citytools.be

[4] Perspective.brussels (2024), "PISCINES État des lieux des piscines en Région de Bruxelles-Capitale et recommandations liées à l'amélioration de l'accès aux piscines publiques", rapport final publié en janvier 2024, pdf : https://perspective.brussels/sites/default/files/documents/piscine_rapport_fr_final.pdf

PLONGEON

dans des fragments de vie

De l'aquagym à la nage libre en passant par l'aquaboxe, des rencontres mènent à des portraits de femmes. Elles nagent durant des horaires exclusivement, ou non, féminins. Leur parcours, leurs maux et leurs mots sont ici rassemblés. Huit récits de vie, anonymisés selon les désirs de chacune, illustrent la pluralité des profils de nageuses bruxelloises.

Antoinette, 25 ans : entre nage et timing

Antoinette, jeune travailleuse qui nage régulièrement et que notre sujet d'étude sur la place des femmes à la piscine intéresse, prend la parole facilement.

J'adore nager, j'y vais pour faire 40 longueurs, j'essaie de nager de plus en plus vite ! Je n'ai aucune idée de si je suis bonne ou pas. Je nage parce qu'il faut faire du sport, mais aussi parce que ce sport me vide l'esprit. Je me sens mieux mentalement quand je fais du sport. Quand je sors de la piscine, je suis crevée mais je me sens bien. Je suis lavée de tous mes tracas ! Ce qui m'ennuie à la piscine, ce sont les hommes qui n'admettent pas que tu nages plus vite qu'eux et ne te laissent pas passer à la fin du couloir. A chaque fois qu'on ne me laisse pas passer, c'est un homme.

Je sais qu'il y existe un créneau horaire exclusivement féminin à Schaerbeek. J'adorerais y aller, mais je devrais payer plus, et c'est loin. Si c'était plus proche de chez moi, j'essaierais. J'ai aussi été au Basic Fit avec que des femmes, et c'était mieux. Je ressens une différence dans la pratique du sport en mixité et en non-mixité, et globalement n'importe où, comme en soirée quand on porte aussi une tenue plus vulnérable. J'ai commencé à nager à l'école, en deuxième. On était avec les mecs, et c'était horrible. Une fois j'ai entendu un commentaire du type à côté de moi en classe qui disait à son pote : « Ah ! elle est un peu grosse mais quand même bonne ».

Je suis super à l'aise dans mon corps. C'est à l'université que j'ai commencé à nager. Je nageais avec ma cousine à Virton. C'était nos pauses blocus. Après, j'ai repris, près de chez moi, en horaire non mixte, souvent tard le soir, ou tôt le matin. Il faudrait plus de piscines à Bruxelles !



© Sofia Tahar



© Sofia Tahar

Pour garantir l'intimité, l'asbl Femmes en forme privatise en non-mixité et bâche les fenêtres de la piscine.

Antoinette nage en horaire mixte par défaut : les horaires exclusivement féminins ne sont pas adaptés à son rythme de vie, même si elle confie que nager en mixité la rend « *mysandre* ». Face à ces questions d'appropriation de l'espace public, elle propose des piscines queer.

Lina, 50 ans : la santé par l'aquagym

Lina souffre de douleurs à l'épaule. Prendre soin de cette épaule, c'est ce qui la motive à venir nager tard le soir à la piscine d'Ixelles.

Je m'appelle Lina, j'ai 50 ans et 4 enfants. Je suis mariée depuis 1996. J'ai toujours aimé le sport. Je n'ai pas de sœur, juste trois frères. Durant notre enfance à Tanger, j'ai joué avec eux au foot, dans la mer,... J'ai nagé toute mon enfance, tous les jours de l'été, dans la mer ou l'océan. A tel point que j'ai ma dose. Aujourd'hui, je dis à mes enfants : « Allez seuls, vous êtes grands ! ».

Je suis arrivée en Belgique à 21 ans. J'ai d'abord découvert la piscine de Woluwe. J'y allais de temps en temps avec mes belles-sœurs, parfois avec mon mari, et plus tard avec les enfants. On allait se détendre.

Aujourd'hui, je ne nage qu'à Ixelles. Parce que j'aime bien être accompagnée. J'ai essayé plusieurs piscines, notamment Calypso, où le toit s'ouvre en été. C'est agréable. Mais je n'y suis pas retournée parce que je n'ai trouvé personne pour venir avec moi. Le soir à Ixelles, c'est bien, mais parfois ce n'est pas facile. En une heure, il faut s'habiller, nager, se laver malgré les embouteillages à la douche, et après se rhabiller !

Je fais de l'aquagym le vendredi soir, et le sport durant 1 h entre femmes, avec la coach de l'asbl Emergence XL. Je fais aussi de la marche. J'aime l'ambiance des horaires pour les femmes. On est à l'aise, entre copines, on rigole et on fait notre sport. Avant les travaux de rénovation, il y avait une séance d'aquagym le matin. C'était mixte, ça ne me dérangeait pas, c'était il y a 15 ans ! La piscine, ça change. Tout le stress et le négatif partent.

Pour cet entretien, Lina m'a ouvert sa porte. Tout en parlant, elle me montrait en quelques mouvements d'épaules le mal qui la tiraille et que le médecin appelle épaule gelée. Elle nage, en mixité ou non, avec un objectif précis : sa santé. « *Je fais mon sport, je marche, je nage, et je ne regarde pas les gens, alors ils ne me regardent pas. C'est comme ça la vie : marche et n'accroche pas le regard des gens !* »

Hajar, 42 ans : nager par habitude

Hajar est une femme aux multiples engagements. Nous nous retrouvons dans une association de quartier de lutte anti gaspillage. Habitée de la piscine d'Ixelles les vendredis et dimanches soir, Hajar promeut notre enquête, interpellant les dames qu'elle croise : « C'est bien ce qu'elle fait. Parlez avec elle ! ».

J'ai appris à nager à l'école primaire ici en Belgique. C'était obligatoire à l'époque. Depuis, je ne me suis jamais arrêtée ; j'ai continué à la plage en burkini, et à la piscine en maillot. Avant de mettre le voile, j'ai beaucoup nagé à Etterbeek et à Woluwe. J'ai fréquenté plusieurs piscines à horaires exclusivement féminins : à la place du Jeu de Balle et à Ixelles. Ces horaires sont organisés

depuis 20 ans par l'asbl Femmes en Forme. A l'époque, j'avais pris l'abonnement, ce qui me garantissait l'entrée. Sans abonnement tu risques d'être recalée quand il y a trop de monde, vu qu'il y a un nombre limité de femmes par soirée.

J'ai dit aux dames de Femmes en Forme que je les avais reconnues. Elles ont ri et m'ont répondu que j'avais bonne mémoire. Elles étaient trois responsables. Aujourd'hui, elles sont deux, la troisième, Loubna, a été tuée dans l'attentat de Maelbeek. C'est triste. J'aime bien leur encadrement : elles permettent un apprentissage à des femmes qui n'en ont pas eu la possibilité jusque-là, cela à un prix raisonnable.

J'ai aussi fréquenté Samarcande, asbl de plongée sous-marine qui privatisait les piscines d'Anderlecht et de Schaerbeek. C'était il y a longtemps, ma fille ! Je n'ai pas pu suivre à cause d'un problème aux oreilles causé par la pression de l'eau. Mes enfants ont appris aussi, et quand on va en vacances, on fait de la plongée sous-marine.

J'aime beaucoup nager, c'est un sport complet. Ça fait oublier plein de choses, tu es loin ! Je préfère nager en mer, avec les vagues. La mer, elle pousse, elle tire ; la piscine, elle stagne.

J'ai un avis sur les horaires pour femmes à Bruxelles : ils tombent trop tard dans la soirée. Ce qui pénalise les mamans. Les femmes ont besoin de se détendre. Mais avec un horaire si tardif, certaines ne peuvent pas être régulières, d'autres stressent avant de venir ou arrivent en courant. Après la piscine, je rentre chez moi à 22 h 30. Ce n'est plus un plaisir. Par rapport aux hommes et aux enfants qui ont accès tous les jours, on devrait donner une heure de plus aux femmes, et cela peut-être même plusieurs fois par semaine.

A Ixelles, nous ne sommes jamais plus de 30 dans l'eau, alors qu'il y a une centaine d'abonnées. Plein de choses font qu'elles ne viennent pas : les enfants, des mariages, des décès, ... C'est pour ça que ce serait intéressant d'avoir un horaire plus opportun, par exemple en journée ou une journée complète. C'est vrai qu'il n'y a peut-être pas assez de piscines à Bruxelles, mais il y a aussi la volonté de pas vouloir ! On nous reproche d'être « communautaires ». Pourtant, avant la fermeture pour rénovation de la piscine d'Ixelles, personne ne critiquait le créneau réservé aux homosexuels. Personne ne les a accusés de rester « entre eux ». Nous sommes minoritaires en termes de

votes. Nous subissons. Mais nous militons aussi. C'est en tapant du poing sur la table qu'on a eu un horaire réservé aux femmes.

Beaucoup de femmes ont demandé à Émergence XL pour avoir un horaire moins tardif. L'asbl a répondu que nous devions nous adresser plus haut, à Nabil [Messaoudi, échevin des Sports à Ixelles]¹. J'ai appelé Nabil : il a dit qu'il faut attendre, qu'on vient d'avoir l'horaire, le chemin a été long, on verra bien l'année prochaine. Normalement, nous aurions dû être prioritaires et recevoir un créneau deux fois par semaine. Mais l'échevin doit tenir compte de toutes les demandes.

Hajar nageait avant de porter le voile, et continue à nager depuis. Son cheminement spirituel s'est associé à sa passion pour la natation, s'ajustant par des stratégies telle la priorisation de la nage en pleine mer, ou encore les horaires de nage exclusivement féminins à Ixelles.

Christelle, 31 ans : ce sport sans impact

Christelle apprend à nager aux côtés de Hajar, amie ergothérapeute et professeure de natation dans une des asbl bruxelloises donnant des cours aux femmes. Nous nous rencontrons lors d'un cours d'aquabike où elle me confie : « J'ai découvert le plaisir de nager avec Hajar. Avant, je survivais, ce n'était pas ma priorité ».

Je m'appelle Christelle. Je suis née au Rwanda en 1993, quelques mois avant le génocide. Je suis enseignante primaire de formation. Après mon bachelier, j'ai obtenu un master en Sciences de l'éducation, ce qui m'a ouvert pas mal de portes. Depuis six ans, j'enseigne l'éducation à la philosophie et citoyenneté.

Je suis arrivée ici à 4 ans. Quand j'ai commencé la natation en première primaire, j'ai ressenti que je n'étais pas au même niveau que les autres. Les autres enfants avaient un rapport à l'eau que je n'avais pas eu, comme bébé nageur. Au fur et à mesure, l'écart s'est agrandi. Le prof de gym ne prenait pas le temps de nous apprendre à nager de manière individuelle. Ce que je comprends : dans un groupe de 20, on n'a pas le temps. Trouver les ressources pour apprendre seule n'était pas évident. Les cours sont chers, je viens d'une famille à indice socioéconomique faible et qui a dû tout construire en venant ici. Mon frère pratiquait le foot, moi la natation – mais sans en faire



© Sofia Tahar

ma priorité. J'ai eu cours de natation toute mes études primaires. En secondaire, je ne m'en souviens pas... c'est inquiétant [rire] !

Longtemps, j'ai ressenti une forme d'anxiété, non pas à l'eau, mais à l'idée de ne pas savoir nager. Lors de mon bachelier, entre 22 et 24 ans, j'ai pris des cours à la piscine Longchamps. Le prof m'apprenait les mouvements par la théorie, que je n'arrivais pas à appliquer. Comme je n'évoluais pas, je n'ai pas persévéré. Je me suis orientée vers d'autres sports. Dernièrement, je me suis blessée. J'ai dû choisir un sport sans impact, et j'ai expérimenté le premier cours d'aquagym avec une amie, Hajar. Mais avant Hajar, j'ai rencontré Bilal, jeune racisé comme moi, ex champion de natation de Wallonie. Bilal s'est donné comme défi de m'apprendre à nager en 45 minutes. Et en 45 minutes, je me suis sentie à l'aise pour faire des longueurs avec la planche. C'est à partir de là que j'ai suivi des cours d'aquabike avec Hajar, qui m'a aussi aidée à améliorer ma nage, avant que je ne prenne des cours avec un prof. Je regarde des vidéos sur les mouvements de crawl, de brasse, tout en demandant conseil à Hajar. J'ai aussi testé l'aquagym avec Karim, qui a une énergie folle. Je pensais que l'aquagym était un sport de vieux. En fait, c'est hyper

Christelle : "C'est dommage que les heures accordées aux femmes soient trop matinales ou trop tardives".

dynamique et drainant. L'abonnement mensuel au Stadium coûte 100 euros, donc je rentabilise !

Au Stadium, il y a des couloirs slow ou fast. Le couloir fast n'est occupé que par des hommes. Avec mes palmes, je peux passer au couloir rapide. Mais les hommes prennent beaucoup de place et font peur avec leurs gestes brusques. J'ai déjà vu une scène de violence verbale entre deux hommes d'un même couloir. L'un d'eux s'est pris un coup dans le visage. Toute la piscine s'est arrêtée. En tant que femme qui fait de la nage intensive, ce n'est pas facile de trouver ma place dans la piscine mixte. Voilà pourquoi c'est chouette de savoir qu'il y a des horaires réservés aux femmes. Pourtant, je ne les fréquente pas à cause des horaires inadaptés. C'est dommage que les heures accordées aux femmes soient trop matinales ou trop tardives.

Je nage deux à trois fois par semaine, et je me sens bien dans mon corps. Je suis déterminée à prendre soin de moi. Ça prend du temps : je rentre chez moi à 21 h, le lendemain je travaille, mais je sais pourquoi je l'ai fait ! Je suis dans une disposition où j'oublie tout. J'ai trouvé ma safe place, là où j'oublie toute la pression de la société. Et ça me fait du bien physiquement et mentalement. Quand je sors de là, je suis prête à affronter le monde. Un jour, une amie qui m'appelait vers 22h, m'a dit qu'elle sentait mon énergie. J'ai l'impression d'être une nouvelle personne. Dans l'eau, avec mes palmes, rien ne peut m'atteindre ! Je me connecte davantage à moi-même. J'ai aussi découvert la nage sur le dos : tu n'as pas de problèmes de respiration, tu écoutes ton cœur battre, tu t'entends respirer. Sans parler des rencontres que je fais dans l'eau : par exemple, j'ai rencontré une jeune femme qui partait en voyage humanitaire en Ouganda, pays limitrophe du Rwanda.

Christelle nage pour pratiquer son sport, mais aussi pour retrouver la safe place qu'est le bassin chloré. Elle nage, elle se perfectionne, elle incarne l'engouement de qui aime pratiquer un sport et y investit une énergie sans limites. Plus qu'un sport, la nage est un rapport au corps, un rapport à l'eau, et à un état de bien-être que perçoit son entourage.

Awa, 22 ans : le sport comme addiction

Awa est une nageuse assidue qui arpente les longueurs de la piscine de Schaerbeek avec énergie. Sur le bord, elle donne des conseils aux enfants qui essaient de plonger. Elle parle technique, position de mains, respiration, ce qui capte le regard des quelques femmes qui sourient en voyant leur enfant suivre les conseils d'une inconnue improvisée en professeure de plongée le dimanche matin.

Je suis née au Sénégal. A ma naissance, mes parents ont divorcé et mon père a pris ma garde. J'ai passé ma petite enfance en Italie. J'ai appris à nager avec mon père à 4 ans. De l'école maternelle à la deuxième primaire, je nageais. Puis j'ai fait de l'escrime, puis j'ai renagé. Puis j'ai vécu un an au Sénégal, où j'ai fait du taekwondo, un sport de combat. On s'est ensuite installés à Wervik, en Flandre.

Comme nous vivions à deux pas de la piscine, mon frère et moi y allions tout le temps : tous les jours pendant les vacances ; les mercredis après-midi, et les week-ends le reste de l'année. Nous pouvions entrer dès l'ouverture et être les derniers à sortir de l'eau. On s'amusait comme des fous. Je me sentais bien dans mon corps. Je me sentais libre, comme si je volais. J'étais en super forme, avec un corps athlétique.

A l'institut Saint-Luc de Tournai, nous n'avions pas de cours de natation. D'un côté, j'étais déçue, mais de l'autre, ça m'arrangeait de ne pas devoir me montrer en maillot. Après les secondaires, je n'ai pas repris. Je n'aimais pas montrer mon corps, ni sentir le regard des gens sur moi. Depuis que j'ai arrêté la natation, j'ai commencé à avoir du mal avec mon poids.

Une copine m'a signalé les horaires pour femmes à la piscine de Schaerbeek. Après un accident avec une voiture qui m'a renversée, la kiné m'a conseillé la natation. J'y suis allée deux ou trois fois, mais je n'aime pas le fait d'aller seule, donc j'ai arrêté. Pourtant, quand je nage, je me sens bien. Je ne suis pas aussi fluide qu'avant, vu le manque d'entraînement. Entre femmes, je me suis sentie safe. Il y avait une bienveillance. Les horaires pour femmes sont organisés trop tôt le matin ou tard le soir. C'est dommage qu'on ne puisse pas choisir.

Awa nage comme elle boxe : par besoin de ce dynamisme que le sport anime en elle. Mais la nage est une façon pour elle de se sentir en forme.

Heeba, 19 ans : nager en solitaire pour être en paix

Heeba, 19 ans, consciente du regard posé sur le corps féminin, a choisi l'horaire ladies only pour être en paix. Elle est en quête de l'horaire idéal, explorant chaque créneau exclusivement féminin pour trouver sa routine.

J'ai appris à nager à l'école primaire des Bruyères à Forest. Ce n'était pas une partie de plaisir, mais j'y allais. Puis, je suis passée à l'école Saint-Thomas d'Aquin au centre-ville où nous n'avions pas

cours de natation. Puis, je suis entrée au lycée Jacquemain, où j'ai repris la natation. A ce moment-là, j'avais pris pas mal de poids. Alors une fois sur deux, j'avais des excuses : un mot du médecin ou de ma mère. Mauvaise expérience, ce n'était pas fun.

Chaque semaine, il y avait un vieux, au même endroit, dans les tribunes, il ne nageait jamais, il était là avec sa main dans son froc. On l'avait tous remarqué, on était tous mal à l'aise. On en a parlé à la prof. Après, on ne l'a plus jamais revu.

En cinquième année, la piscine était mixte. Des garçons dressaient la liste des plus belles filles de la classe. Je n'aimais pas du tout, je voulais juste que ça finisse vite, je regardais sans cesse l'heure. Normalement, le cours était prévu jusqu'à la rhétorique, mais j'ai été sauvée par le Covid. A partir de mars 2020, la piscine est restée fermée deux ans. J'étais contente de ne plus penser à ça.

J'ai repris après avoir fait quelques recherches parce que je ne voulais pas un bassin bondé. Je suis tombée sur la piscine du CERIA à Anderlecht qui proposait chaque samedi des cours et des horaires pour les femmes. Puis je suis tombée sur la piscine de Laeken. J'y suis allée avec Aquatix et LSB (Life Sport Brussels) qui demandaient 5 euros à l'époque. Du coup, je nageais avec 3 asbl différentes.

J'ai voulu reprendre parce que je me suis dit que si je n'aimais pas mon corps, je devrais m'améliorer, au lieu de me plaindre. C'est un sport solitaire : je suis dans ma bulle, comme quand je marche avec mon casque. Nager me détend, je n'aime pas y aller avec mes amis. C'est mon moment. J'essaie d'y aller 4 fois par semaine. Le prix varie entre 4 et 8 euros. Je ne sais pas si je vais retenter les horaires pour femmes à la piscine de Schaerbeek ; il y a trop de monde.

Avant, quand j'allais à la piscine, je devais prévoir de me raser les jambes, les aisselles. Maintenant, je suis à l'aise : on est entre femmes. Je n'ai jamais ressenti de regards malveillants. Ce n'est pas une question religieuse, c'est juste de la bienveillance.

Le seul truc qui pourrait me pousser à la piscine mixte, ce serait le prix. Les pass annuels des piscines mixtes coûtent entre 200 et 300 euros. Tandis que l'asbl qui organise l'horaire réservé aux femmes au CERIA demande 12 euros pour 1 h 30, pour nager au milieu des enfants dans une piscine de 25 mètres de long. La maison médicale Galilée qui privatise la piscine a d'autres prix : on a droit à une séance d'essai d'1 h pour 8 euros. Ensuite, on peut passer à l'abonnement pour 5 ou 10 séances, sans que



La version longue

Nous vous invitons à plonger dans la version *in extenso* de ces récits de vie. Vous y découvrirez d'autres témoignages d'acteurs et d'actrices engagées, des portraits approfondis qui révèlent les parcours et les personnalités derrière les nageuses. Une enquête qui donne voix à celles qui font bouger les lignes au fil des longueurs de piscine.

le prix soit dégressif. Au Neptunium, ça ne coûte que 4 euros. Ce n'est pas une asbl qui fait grimper les prix. Le créneau de la piscine de Laeken est mon préféré. Les mercredis sont gérés par LSB (Life Sport Brussels asbl). On a le choix entre aquagym, cours, et nage libre, au prix de 6 euros pour 1 h. Il n'y a pas trop de monde et les bénévoles de l'asbl sont faciles à contacter. Jeudi, c'est l'asbl Femmes en Forme, avec un peu plus de femmes que le mercredi. Le fait que je fréquente plusieurs piscines me fait sentir un peu comme l'intruse parce que tout le monde parle arabe, tout le monde semble connaître tout le monde. Mais chaque fois que je leur parle, les dames sont adorables.

Heeba incarne les non-dits des horaires de nage exclusivement féminins : ils sont onéreux et inconfortables (tard le soir ou tôt le matin), rendant la pratique de la nage en non-mixité complexe.

Soraya, la cinquantaine : le tour de toutes les piscines

Je rencontre Soraya dans plusieurs piscines. « *Votre visage me dit quelque chose...* », me lance-t-elle à l'aquagym du dimanche soir à Molenbeek. Nous saisissons que nos chemins se sont croisés en plusieurs lieux : Laeken, Molenbeek, Schaerbeek, Ixelles. Habitante à Opale, quartier schaarbeekois à proximité de Schumann, elle fait les trajets en transports en commun au quotidien. Soumaya est la première femme rencontrée qui nage à chaque heure exclusivement féminin, du lundi au dimanche.

Je nage tous les jours. Avec ma thrombose, c'est nécessaire. Parfois, je souffre, parfois je vais bien. Quand je fais mon sport, je vais bien. Cet été, pour pallier le manque de créneaux pour femmes, j'ai pris des cours d'aquagym avec des amies dans une piscine privée. C'est Nancy, une de nos amies qui nous donnait cours. Un jour, j'ai été blessée quand un de ses collègues a commenté : « Ces femmes, c'est leur sortie de la semaine ». Comme si nous, groupe de femmes presque toutes musulmanes, nous étions enfermées chez nous sans rien faire ! C'est raciste et réducteur. Notre amie nous a répondu que c'était une blague, rien de malveillant ni de raciste. Nous avons décidé de ne plus faire aquagym avec elle, et de ne plus fréquenter cette piscine. On va à Welfit, à Etangs Noirs, où je donne les cours d'aquagym puisque je suis initiée, depuis le temps !

Soraya est mère, épouse, et m'avoue qu'entre son travail et ses efforts pour garder son adolescent loin des « mauvaises

personnes », elle n'a pas le temps de penser à elle, sinon à la piscine. Son récit incarne cette difficulté qu'ont plusieurs femmes participantes de notre enquête à « prendre le temps », tant leur charge mentale est présente et chronophage.

Nancy, la soixantaine : au mauvais endroit au mauvais moment

Nancy a la soixantaine. Sur sa chaise roulante poussée par son fils d'une quinzaine d'années, elle arrive à la piscine privée du Welfit à Etangs Noirs où elle participe au cours d'aquagym avec Soraya. Nager sur le ventre, retenue par une bouée, l'aide à soulager son dos et sa jambe.

J'ai un problème à la colonne vertébrale. Un matin je me suis réveillée, et je n'arrivais plus à bouger. Avec mon corps, j'ai l'habitude. Je fais ce qui m'est conseillé : nager, ne pas trop marcher, faire de l'aquagym, ou encore me faire masser par la kiné. Avec mon corps qui a changé avec l'âge et mes maux, je ne pourrais pas aller à la piscine sans ce groupe bienveillant qui m'accompagne et me soutient.

Cette mobilité précaire la rend dépendante de son fils vers qui ses pensées sont tournées pendant la session d'aquagym. Je lui demande si tout va bien, et elle se confie : *Non, hier, il y a eu des coups de feu en bas de chez nous. On n'a pas beaucoup dormi. Et là, mon fils m'attend pour pousser la chaise. J'ai peur. J'ai peur qu'il soit au mauvais endroit au mauvais moment.*

Ce 31 juillet 2025, lorsque nous quittons la piscine en groupe pour aller brinner, c'est l'effroi. Sans transition, du bassin animé par nos corps en mouvement, nous voici dans la rue, étonnées par le déploiement policier. Nous nous dispersons, sans un mot, inquiètes et pourtant revigorées par le sport. C'est plus tard que l'information tombera : une fusillade au parc de Bonnevie. La crainte de Nancy revient en mémoire : nous étions à 30 minutes d'être au mauvais endroit, au mauvais moment. C'est comme si les corps de ces dames, au dos courbé par le travail manuel, au visage creusé par des tracas quotidiens de la mono parentalité pour certaines, après avoir été ragillard par le sport aquatique, était repris dans l'étau de la violence urbaine. Elles vont au sport pour soulager leurs corps emprisonnés dans des douleurs et crispations, et se retrouvent exposées à des angoisses qui les dépassent, dans un mélange de violence urbaine et de classe. ▀

[1] Lire l'interview de Nabil Messaoudi en pages 18-22 de cet *Imag*.

QUI loue À QUI ?

*Tour d'horizon en Région bruxelloise des piscines
et des asbl organisant des créneaux horaires
exclusivement féminins ou ladies only.*

S

ur le territoire bruxellois, plusieurs asbl se partagent les créneaux horaires de nage exclusivement féminins dans les piscines communales (et privées). Pour privatiser les bassins

des piscines communales avant ou après l'horaire du grand public, les asbl doivent passer par l'échevinat du sport de la commune et par la direction des mêmes piscines. Notre enquête nous a menées à la rencontre des asbl, des échevins des Sports et usagères des horaires *ladies only* qui, à cause de l'appropriation politique et des polémiques que les horaires en non-mixité ont suscités, se sont montrés méfiants.

Dans une piscine communale, chaque jour de la semaine a son propre créneau au minimum, comme l'illustre le tableau (page 34). Sur les 11 « associations encadrantes », 6 sont des asbl sportives, les 5 autres étant des asbl socio-culturelles.

Les asbl sportives

Les asbl sportives qui proposent un horaire *ladies only* sont les suivantes : Femmes en Forme, Life Sport Brussels, Emergence XL, Aquatix, Club de natation A.N.I., Fight X Life.

L'exemple de Femmes en Forme : l'asbl a été créée en septembre 2015, après avoir existé d'abord entre 2001 et 2015 comme association de fait. Elle est présente sur le terrain *ladies only* bruxellois depuis presque 25 ans. Parmi ses objectifs, elle propose des cours de natation au niveau débutante et/ou perfectionnée, ainsi que des cours d'aquagym. L'association vise deux publics : les femmes et les enfants. Ce sont aussi ses animatrices qui encadrent les cours de natation proposés par Emergence XL à la piscine d'Ixelles les vendredis soir.

Femmes en Forme fait partie des asbl qui demandent que les bénéficiaires leur envoient au préalable un message via Whatsapp pour réserver un créneau de nage. L'horaire à la piscine Louis Namèche est maintenu toute l'année, sauf l'été et le mois de Ramadan¹. L'horaire de la piscine de Laeken est adapté en été afin de proposer « un accès à la piscine aux femmes qui n'ont pas pu partir »².

La dynamique à Louis Namèche est différente des autres piscines aux horaires exclusivement féminins. En effet, Louis Namèche étant une piscine olympique, elle permet une plus grande fréquentation. Ainsi, nous nous sommes retrouvées à 132 femmes en même temps dans l'eau, sans être gênées par la promiscuité. L'effet de groupe qui émerge dans l'entre soi des femmes qui s'amusent tout en s'exerçant est propre à ces

Piscines	Adresse	Horaire	Associations encadrantes	Prix individuel
du Centre	rue du Chevreuil 28 1000 Bruxelles	Mardi 20h30 > 21h30 Jeudi 20h30 > 21h30 Samedi 17h > 19h	Maison médicale Galilée Aquatix Bruxelles asbl Marhaban	8 € Pas disponible 6 €
de Laeken	Rue Champs de l'Eglise 73-89 1020 Laeken	Lundi 20h30 > 21h30 Mercredi 20h15 > 21h15 Jeudi 20h15 > 21h15	Aquatix Life Sport Brussels Femmes en Forme	? 6 € 8 € 6 €
d'Ixelles	Rue de la Natation 10 1050 Ixelles	Vendredi 21h- 22h Samedi 8h > 9h Dimanche 18h > 19h	Emergence XL Club A.N.I Fight X Life	20 € (par mois) 5 € 5 €
Le Ceria	Rue des Grives, 51 1070 Anderlecht	Samedi 17h30 > 20h	Asbl Salsabil	6 € par séance (45 min)
Le Neptunium	Rue de Jérusalem 58 1030 Schaerbeek	Dimanche 8h30 > 10h30		Habitante de la commune : 3.30 € Hors commune : 4.50 €
Bains de Saint-Josse	Rue St François 23-27 1210 Saint-Josse	Dimanche 10h > 12h	asbl Objectif Bien-être	4 € : 1 h de nage libre
Louis Namèche	Rue van Kalck 93 1080 Molenbeek	Dimanche 20h > 21h	Femmes en Forme	6 €

sessions d'aquagym, qu'elles soient au Centre, à Louis Namèche ou à Laeken. Une autre particularité de Louis Namèche se révèle dans l'organisation : l'asbl recouvre les fenêtres de bâches pour éviter que le voisinage ou les passants ne voient les femmes, leur accordant cette bulle intime.

Les asbl non-sportives

A Anderlecht, Santé Bien Être est une asbl ayant obtenu un financement autour de la parentalité. De fait, elle prend des femmes sous son aile dans des activités sportives et culturelles, pour la plupart des mères seules avec leurs enfants. Son objectif est de favoriser l'accès à des activités sportives et socioculturelles pour ces femmes et leurs enfants. Ainsi, dans la piscine privée molenbeekoise de Welfit, elle organise des sessions de nage et d'aquagym à 10 euros pour 2 heures. Le Welfit est un lieu de sport et de détente privatif dont le coût d'entrée est dégressif selon l'ampleur du groupe réservant.

La majorité des créneaux horaires exclusivement féminin à Bruxelles sont des privatisations des piscines par des asbl qui introduisent une demande à l'échevinat du sport. Il est nécessaire de mettre en avant deux points intrinsèquement liés :

1. La saturation des bassins publics rend le marché des privatisations complexe, les reléguant à des horaires inconfortables.
2. Les clubs s'arrachent les quelques créneaux (et maîtresses nageuses). Aussi, les clubs ayant une réputation et déjà une

expérience de gestion seront favorisés. L'exemple récent de la piscine d'Ixelles où Emergence XL a choisi de se tourner vers Femmes en Forme pour assurer leur horaire de nage exclusivement féminin illustre cela.

Outre ces aspects, l'horaire exclusivement féminin majoritairement tardif, ou matinal, est perçu par plusieurs intervenantes comme étant inconfortable. En effet, finir de nager à 21 h ou 22 h, c'est rentrer chez soi très tard, et cela contraint à des aménagements en amont et en aval qui, parfois, s'avèrent une charge mentale, sans oublier l'exposition de ces femmes aux violences urbaines.

Ainsi, cette opportunité d'avoir un créneau exclusivement féminin est à la fois une joie et une frustration : trop de monde dans certains lieux, pas assez de temps dans tous les lieux, un sentiment d'exclusion pour certaines qui ont l'impression que seul le secteur privé (comme Welfit ou les Aquacenter) peut leur proposer une réelle satisfaction. ■

[1] La fréquentation des horaires exclusivement féminin au Neptunium a été réduite pendant le Ramadan, d'où les fermetures à CERIA et Namèche, car moins de femmes nagent – ce qui suppose un groupe de femmes majoritairement musulmanes, même si l'enquête a montré une pluralité de profils. La piscine du CERIA, privatisée par la Salsabil, fut aussi fermée durant le Ramadan.
[2] Extrait de l'entretien avec Mariem Samadi, présidente de Femmes en Forme.

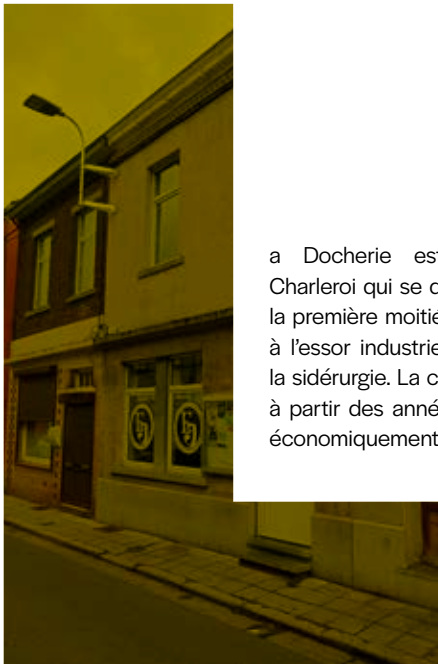
Auteur de la thèse « Faire et refaire le quartier. Emergence, mises à l'épreuve et co-construction d'une politique locale de la jeunesse à La Docherie » Benoît PINTO

Penser le **TRAVAIL SOCIAL** AVEC les jeunes et le quartier

A La Docherie, un quartier marqué par la désindustrialisation de la région de Charleroi, les institutions locales partagent une analyse : les jeunes se doivent d'être accompagnés. Mais les travailleurs sociaux gagnent-ils à échafauder et orienter seuls leur intervention ? Est-il envisageable de distinguer aussi dans cet accompagnement l'émergence de savoirs juvéniles ? Cette analyse découle de la thèse de l'auteur, soutenue en 2024 à la Faculté de Philosophie et Sciences sociales de l'ULB.

© Benoît Pinto





La Docherie est un quartier de Charleroi qui se développe à la fin de la première moitié du 19^e siècle grâce à l'essor industriel du charbon et de la sidérurgie. La crise de ces secteurs à partir des années 1960 fait vaciller économiquement le bassin d'emploi, et la population, principalement tournée vers ces activités professionnelles, bascule dans la précarité et la pauvreté.

De longue date, La Docherie est l'objet d'actions psychosociales pour soutenir la population. Cette intervention se multiplie et se professionnalise après 1970. Cependant, les conséquences multiples et persistantes de la destruction de l'emploi industriel, incitent différentes institutions, au début des années 1990, à échanger sur leurs pratiques respectives et à réfléchir à la création d'actions collectives. Une assemblée d'échanges et de transmission des savoirs, dénommée Groupe Porteur de Marchienne Docherie¹ est créée à cet effet.

Progressivement, l'accompagnement des jeunes devient central pour l'assemblée. Il est décidé de développer un projet dont l'objectif est de mieux connaître les 12-25 ans et de proposer une intervention le cas échéant. Ce projet porté collectivement voit le jour en 2009 et est intitulé Espace Jeunes. Trois travailleurs sociaux sont mandatés à sa gestion. Cette politique locale de la jeunesse a pour particularité d'émaner de cet ensemble bigarré d'organisations actives à La Docherie et non d'une intervention de la Ville de Charleroi.

D'observer les jeunes à observer le travail social

Assistant social de formation, j'intègre Espace Jeunes en 2010 avec pour mandats le développement des activités du projet, sa pérennisation par la recherche de moyens financiers et apporter aux organisations fondatrices une meilleure connaissance de la jeunesse qu'elles peinent à atteindre². Progressivement, je questionne certaines « préoccupations professionnelles » de l'équipe, dont les analyses font état d'une absence de maîtrise des codes scolaires, d'une piètre estime de soi de la jeunesse. De surcroît, certaines appropriations juvéniles sont perçues comme des manières de « profiter » du projet.

Ma recherche doctorale³ prend une orientation définitive lorsque ces « préoccupations professionnelles » deviennent une porte d'entrée pour penser la politique locale de la jeunesse. Si des organisations locales supposent une jeunesse en souffrance, l'identification et le traitement de cette souffrance, excluent-ils d'identifier des savoirs juvéniles ? Et par prolongement, est-ce que construire une intervention à destination des jeunes, cela signifie-t-il forcément que les professionnels sont les seuls à la manoeuvre ? Ou au contraire, « ce que font les jeunes », les appropriations de l'espace mis à leur disposition, ne témoignent-ils pas d'une co-construction de la politique locale de la jeunesse ?

Une politique locale de la jeunesse véritablement inédite ?

La volonté du Groupe Porteur est de créer un projet pérenne et inédit⁴. Pourtant, la fabrication d'Espace Jeunes et sa mise en application montrent l'imbrication de deux caractéristiques majeures qui interrogent cette intervention voulue singulière.

Premièrement, pour le Groupe Porteur, porter collectivement une politique locale de la jeunesse repose sur une certaine « tradition » à intervenir à La Docherie. L'ancrage historique des organisations révèle l'existence de nombreuses tentatives antérieures qui assoit la légitimité d'un savoir et d'une volonté d'accompagner la jeunesse. De sorte que la définition du problème social des jeunes et les manières d'intervenir à leur égard ont pour socle un « consensus », celui de leur nécessaire prise en charge. Et ce « fait avéré » n'occasionne pas/plus de mise en problème. En quelque sorte, les « choses sont ainsi » et, dès lors, l'encadrement se développe dans un certain conformisme envers un « ordre établi ». Il se manifeste une forme d'« acceptation sereine » de la complexité, voire d'impossibilité de « changer les choses ». Espace Jeunes opère par conséquent une « fonction de légitimation »⁵.

Deuxièmement, bien qu'il ait été envisagé de développer des rapports « qui ne reposent pas sur le rapport de force », dans l'intervention, il se réinstalle un rapport entre des professionnels « experts » et des jeunes « profanes » aux parcours bousculés⁶. De sorte que l'accompagnement consiste à suivre cette voie de « savoir ce qui est bien pour l'autre » ou pour le moins, de « savoir qu'il y a quelque chose qui peut être bien/mieux pour l'autre ». « Savoir ce qui peut être bien pour » autrui, doit se comprendre par son extension. Si on sait ce qui est bien pour quelqu'un, c'est que l'on sait – aussi – ce qui ne l'est pas, ou que l'on observe quelque chose qui est de l'ordre du « manque », du « dysfonctionnement ».

Il n'est pas question de prétendre que les « difficultés » identifiées n'ont aucune consistance et que les analyses des professionnels sont erronées. En revanche, je souhaite interroger la dynamique par laquelle certains se placent en position de pouvoir déterminer ce qui semble problématique pour une frange de la population et d'en



© Benoit Pinto

envisager l'encadrement. Ainsi, la construction de l'intervention sociale à l'égard de la jeunesse consacre-t-elle un rapport «expert»/«profane», «inamovible» ou justement, permet-elle d'entrevoir, une autre répartition de l'expertise, propice à la reformulation du problème social ? On suivra deux mises à l'épreuve de ce rapport : la co-construction du travail social, et le projet comme espace d'expression des savoirs juvéniles face à des formes de domination.

Un travail social co-construit

L'inauguration d'Espace Jeunes et la création des permanences nécessitent rapidement l'ajustement du fonctionnement initial en raison de situations plus ou moins éprouvantes⁷. En effet, le travail social, n'apparaît pas/plus donné, mais « en train de se faire »⁸ avec les protagonistes en présence. Le rapport initial construit autour du « savoir ce qui est bien pour » les jeunes, ne peut se limiter à « interpréter » – pour eux. Les professionnels doivent « expérimenter avec » les jeunes pour reconfigurer la coexistence et plus généralement, le travail social. Ainsi, jouer au ping-pong, lorsque c'est « expérimenter avec », montre un espace progressivement partagé entre jeunes et professionnels, dans lequel les règles d'usage dans le quartier sont partiellement reproduites. Passer du temps entre jeunes et travailleurs sociaux permet de construire progressivement une relation instituant un respect mutuel. La consommation de cannabis représente une sérieuse mise à l'épreuve qui bouscule tant les permanences que le Groupe Porteur, en raison des approches distinctes au sujet de cette pratique illégale. Là encore, la coexistence des pratiques doit se repenser et les travailleurs sociaux apprennent qu'un « compromis », s'il ne tient pas compte de tous, il ne tient que peu de temps⁹.

De même, susciter la participation du plus grand nombre et vouloir réduire la distance entre jeunes ont des conséquences inattendues. Alors que des membres de la bande feignent la participation pour occuper le bâtiment le plus longtemps possible, de leur côté, les « anciens jeunes » s'appuient sur la méthode participative pour élaborer des règles garantissant l'«entre-soi social et culturel».

En somme, le «vivre avec les jeunes» imaginé par le Groupe Porteur ne se limite pas à dispenser un savoir à sens unique, mais incite à répondre prioritairement à «comment faire coexistence». Fabriquer Espace Jeunes représente une mise à l'épreuve permanente plutôt prometteuse car elle implique de percevoir que chaque protagoniste peut se prévaloir d'une contribution et que les appropriations juvéniles, quelles qu'elles soient, alimentent une co-construction de l'intervention sociale.

Espace Jeunes, un lieu d'expression des savoirs juvéniles

Une deuxième mise à l'épreuve du rapport entre des «professionnels qui savent» et des «jeunes au parcours chahuté» s'observe dans les appropriations inattendues des accompagnements qui révèlent des « savoirs d'expérience¹⁰ » et le fait de « savoir s'exprimer ».

Les accompagnements scolaires et dans les premières démarches d'insertion socioprofessionnelle¹¹ créés par les travailleurs sociaux trouvent grâce aux yeux du Groupe Porteur en raison du « consensus » que représentent les trajectoires scolaires chaotiques et les difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Pourtant, ces formes de domination les habilitent aussi, car elles leur permettent d'acquérir des savoirs. Mettre en exergue les appropriations juvéniles au cœur du travail social « en train de se faire » ne consiste pas à nier la domination, mais s'envisage comme des manières d'y répondre, d'atténuer ou de contourner ses effets.

Intégrer les pratiques de recomposition économique locale

A l'école, les pratiques juvéniles de « résistance », de «détournement» sont courantes et visent à créer de l'amusement ou à gagner du temps. Elles se prolongent à Espace Jeunes pour obtenir des « ressources supplémentaires » et témoignent du rapport « utilitaire » des jeunes à leur parcours scolaire. Dès lors, l'accompagnement se reconfigure en une « production

négociée», où la « ruse » consiste à bénéficier d'un soutien le plus complet possible pour remettre à l'enseignant une réalisation qui correspondra aux exigences attendues. Certains négocient jusqu'à «faire faire» les dossiers scolaires par les travailleurs sociaux¹². Agir de la sorte, pour les jeunes qui ont acquis une certaine compréhension de la dynamique scolaire, c'est miser sur le fait que les professionnels ne méconnaissent pas les normes scolaires et prendront toute la mesure de l'écart entre la situation de l'élève et ce qui est attendu par l'école.

L'accompagnement à la réalisation de curriculum vitae pour sa part montre deux choses. Tout d'abord, il relève aussi de la « production négociée », du « faire faire », pour bénéficier d'un entretien au moment souhaité pour soi, ou un ou une proche. Il est aussi une tentative de « ruser » avec les services d'accompagnement vers l'emploi, afin de gagner du temps ou d'améliorer le rapport à ces institutions. Ainsi, la réappropriation de l'accompagnement de première ligne témoigne de son inscription dans les « ressources de proximité » ou les « logiques de solidarité » à l'œuvre dans le quartier.

Et l'accompagnement permet aussi de rendre compte que le travail demeure un principe organisateur dans le parcours de vie des jeunes de La Docherie. Cela s'observe notamment par les réorientations vers des filières d'enseignement professionnalisant, dont les stages en entreprise se prolongent et offrent des opportunités de rémunération et d'acquisition d'un « savoir d'expérience ». Ou aussi par la recomposition de l'activité économique et laborieuse par la population du quartier, à laquelle les jeunes sont initiés, garantissant de la sorte une



© Benoit Pinto

transmission de « savoirs locaux », que ces derniers peuvent également acquérir en autodidactes, dans cette dynamique locale du travail « socialement appris ».

Un espace d'expression

« Savoir s'exprimer » est un autre aspect du « savoir y faire avec la domination ». Espace Jeunes se montre en effet réapproprié de manière inattendue, pour représenter un espace sécurisé d'expression. En matière de rapport à l'école, les jeunes dénoncent aux professionnels les injustices et discriminations dont ils peuvent faire l'objet. En ce qui concerne les filles, si elles se présentent en



Accédez à la bibliographie
en format numérique.

moins grand nombre^[3], elles composent un espace où l'on dépose ses craintes de discrimination, ses agacements. Les échanges avec leurs condisciples ou les professionnels abordent le rapport à l'islam, l'islamophobie, la trajectoire de vie ou encore les rapports entre immigration et travail.

Cette prise de parole atteste d'une certaine expertise des jeunes non seulement en matière de parcours scolaire mais aussi au sujet de leur trajectoire de vie de façon plus générale. Par conséquent, « savoir s'exprimer » permet d'acter la reconfiguration d'Espace Jeunes en un lieu où s'exprime une « conflictualisation en mode mineur », où l'on peut faire exister un « eux » / « nous » hétérogène et dénoncer des dysfonctionnements, des injustices.

Observe-toi toi-même

Il est prometteur d'envisager l'articulation entre observation et intervention. Mais la politique locale de la jeunesse, aussi volontariste et bienveillante soit-elle, peine à prêter attention à ce qui s'exprime en son sein. Observer depuis la posture d'« expert » invisibilise les savoirs des jeunes et tend à rendre insoluble les « préoccupations professionnelles ». Espace Jeunes gagnerait probablement à se remémorer sa double mission initiale pour attester de la co-construction au cœur du projet. En cela, il est peut-être riche de suivre l'invitation de l'écrivaine et philosophe Starhawk : donner du temps à l'observation pour mieux connaître l'espace dans lequel on évolue et ne pas se précipiter dans une intervention inappropriée. Armé de cette nouvelle posture et parvenir à penser la politique locale de la jeunesse par le prisme de la co-construction, c'est pouvoir « donner des prises » à l'ensemble des protagonistes « concernés » par le problème social des jeunes de La Docherie. ■

[1] Actuellement, le Groupe Porteur se compose du CPAS Charleroi, la maison médicale « La Glaise », le service de santé mentale « La Pioche », Culture et Développement, l'ONE, le CIEP-MOC.

[2] La maison médicale qui m'emploie est particulièrement intéressée par le volet observationnel confié à Espace Jeunes. J'entame par conséquent une forme d'observation participante qui a pour objectif l'alimentation d'un savoir professionnel et l'« optimisation des pratiques » (Mias et Lac, 2012).

[3] L'enquête doctorale a mêlé approche socio-historique, reposant sur l'analyse documentaire, des entretiens semi-directifs et des conversations informelles, et démarche ethnographique, composée d'entretiens semi-directifs, collectifs et d'une « participation observante » (De Sardan, 2008) des « situations de travail » (Avril et al., 2010).

[4] Les professionnels bénéficient d'une grande liberté dans le choix des activités, du moment que celles-ci œuvrent à l'amélioration de la connaissance de la jeunesse locale.

[5] Les membres du Groupe Porteur peuvent se montrer sceptiques à l'égard de certaines politiques publiques ou dénoncer les nombreux effets néfastes de la désindustrialisation locale pour la population du quartier. Et en même temps, ces organisations dispensent des raisonnements usuels : l'importance de la réussite scolaire, les prérequis pour une insertion socioprofessionnelle convaincante, ou encore la nécessaire « mixité » garçons/filles. De leur côté, les professionnels mobilisent dans leur mission quotidienne, les « étalons » et le « capital » en vigueur, en matière scolaire ou de monde du travail et les valident par la même occasion.

[6] Elsa Roland (2013) observe l'imbrication de deux formes de « rapport d'assujettissement » au cours du 19^e siècle : le rapport professeur (adulte)/enfant, et le rapport « savant » / « ignorant ». Le premier prend la forme d'un « processus d'infantilisation » dans lequel l'enfant doit être respecté, préservé et réclame, entre autres, une adaptation des connaissances « à leur petite portée ». Le rapport « savant » / « ignorant » pour sa part, se caractérise par une logique de « hiérarchie des intelligences et des méthodes ». Autrement dit, une distinction se manifeste entre d'un côté un « savant », c'est-à-dire, un « homme éclairé, instruit » et de l'autre, « l'ignorant » qui est « identifié à l'homme du peuple ».

[7] Entre 2012 et 2014, la permanence est bousculée par l'arrivée d'une bande de garçons. Jusque-là, les jeunes présents acceptent assez volontairement les propositions d'activités des travailleurs sociaux. L'arrivée d'une bande préconstituée vient reconfigurer la dynamique. La coexistence est alors marquée par l'émergence d'une « culture de rue » de « codes culturels locaux » dont la bande est friande. La participation des nouveaux arrivants est beaucoup plus variable, des formes d'opposition aux professionnels se manifestent et l'appropriation du local se fait énergique, parfois même brutale, au détriment des « anciens jeunes ».

[8] Dans la pensée pragmatiste, le monde « n'est pas donné » mais constamment « en train de se faire ». Ce qui est entrepris ne connaît pas de stabilisation définitive et tout processus fait l'objet d'une « dimension transactionnelle ».

Dans une lecture du travail social, Espace Jeunes se co-construit perpétuellement, dans une coexistence entre protagonistes, amenés à s'ajuster et intervenir dans un bricolage quotidien et permanent.

[9] Certains membres de la bande consomment du cannabis. Cependant, si des tentatives de contournement de l'interdiction de rouler un joint dans le local persistent, elles s'accompagnent malgré tout d'un dialogue professionnels/jeunes. Un bricolage laissant de côté les aspects légaux et sanitaires peu opérants ici, est initié. Il vise à laisser « rouler » discrètement dans les toilettes. La tentative est intéressante mais demeure fragile, car la discrétion que les professionnels déploient est en mesure d'abîmer la confiance avec les non-fumeurs. Le « compromis » sera dès lors abandonné.

[10] Selon Demailly et Garnoussi (2015), il s'agit d'une « connaissance pratique, dynamique, évolutive, dispersée qui n'est ni la science ni la technologie » qui reste propre à chaque « expérimenté ».

[11] Il s'agit de la réalisation ou la mise à jour d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation pour les jeunes qui recherchent un job étudiant ou qui entrent dans la vie professionnelle.

[12] A noter que « faire faire » peut parfois inclure une tentative de rendre le travailleur social complice de la « ruse ».

[13] Pour de nombreux professionnels de l'intervention psychomédicosociale locale, la faible visibilité des filles dans le quartier et tout particulièrement à Espace Jeunes inquiète et s'exprime dans les termes d'un déficit probable de « mixité » au sein du projet. En cela, les filles constituent un autre fragment du problème social des jeunes.

Les Hirondelles (CPAS d'Assesse),
Centre d'accueil pour mineurs étrangers non accompagnés Danièle CRUTZEN & Ahmed TALBI

LES CLÉS SONT AILLEURS que là où nous les cherchons [2/3]

*Nous poursuivons notre série
en 3 parties sur la façon
dont des professionnels, en dialogue
avec des MENA (mineurs d'âge
non accompagnés) du Centre d'accueil
Les Hirondelles à Assesse adaptent
leurs pratiques au fur et à mesure
de leurs observations et de leurs échanges
avec ces jeunes. L'apprentissage
d'un quotidien, qui convoque le respect
réciproque, l'écoute égalitaire,
la recherche de clés pour se comprendre.*



De prime abord, il fait l'unanimité. Il est éduqué, ouvert, convivial, intéressé par tout ce qui l'entoure. Son option pour la conformité va pourtant rapidement se fissurer sous la pression des malentendus et des déconvenues. Il fait du tapage quand on ferme la cuisine ou le WIFI, il écoute calmement les explications en aparté mais s'énerve aussitôt ostensiblement en présence de tiers, il considère qu'une demande courtoise débouche forcément sur une issue positive et se montre de plus en plus intolérant à la frustration. Sa probité n'est pas en cause: il fait amende honorable de ses excès et de ses erreurs – jusqu'à ce que des trahisons affectives achèvent de lui briser le cœur. Il devient versatile, amer, ironique, avant de plonger dans une profonde dépression. Malgré un suivi psychologique régulier, son humeur se dégrade, des céphalées



(Re)lisez la première partie [1/3]

«Ils ne souffrent pas comme prévu», consacrée à des récits de MENA : comment lire entre les lignes, comment décoder les énigmes et les indices déposés dans les marges du quotidien ?



Le dernier volet du triptyque [3/3]

« On invente qu'ils nous comprennent » paraîtra dans *Imag* n° 379, en décembre 2025.



© Danièle Crutzen

douloureuses lui rendent le quotidien insupportable. Quand arrive la décision de refus de sa demande de protection, il pète les plombs face à ce qu'il vit comme une ultime trahison. Il est inconsolable, en colère, éperdu de désespoir. De plus en plus agressif et menaçant, il s'en prend au matériel, porte par porte, chambranle par chambranle, mur par mur, entrant dans un clivage déliant qui nous contraint à l'exclure. Il n'accepte pas son transfert. Ce soir-là, il revient au Centre pour une confrontation.

Récit-miroir : La loyauté trahie

Il n'est pas loin de 19h quand Hadji me prévient par téléphone de la présence à la gare de M., transféré le matin même, manifestation déterminée à braver nos refus et fermes explications antérieures sur son départ non négociable. Comme par hasard, quand le téléphone sonne, les jeunes du Centre viennent tout juste de m'inviter à prendre le thé dans la grande chambre de l'étage. Je comprends alors qu'ils sont au courant de cette arrivée imminente et qu'ils m'ont exfiltrée du bureau pour m'installer dans leur cercle protecteur. L'un d'entre eux est en position d'observation depuis le haut du lit superposé. Je suis assise au sol parmi une dizaine de candidats au thé, préparé par le surnommé « chef de district ».

Et en effet, quelques minutes plus tard, entre et nous salue un jeune homme bien décidé à demander des comptes. Le tour de salutations terminé, il s'assied à côté de moi dans le cercle et se laisse servir le thé. Il entame alors :

« Madame, pourquoi tu dis que je ne peux pas venir ici ? »
Je lui demande s'il veut vraiment que je parle devant tout le monde. Il marmonne un « Laisse tomber Madame ! ». C'est à ce moment que nous rejoint Hadji.

Une fois le thé servi, le « chef de district » prend ses responsabilités : « Et maintenant Madame, M. va prendre le thé avec nous et ensuite il va s'en aller ». S'ensuit une dégustation lente, silencieuse, méthodique, tandis que le corps de M. est littéralement en train de vibrer.

Hadji se lève, remercie l'assemblée pour le partage du thé et informe M. qu'il va l'attendre dans la voiture.

Celui-ci se met alors à chanter, doucement, une complainte à structure répétitive. Je comprends qu'il est en train de nous dire au revoir. Le groupe l'écoute en silence. Du haut de son perchoir, le regard de mon observateur m'interroge : « Et maintenant ? ».

Je m'entends chanter en retour, dans le même écrin de silence qui m'impressionne, les quatre strophes d'affilée du Plat Pays. Je salue et remercie l'assemblée pour le partage du thé. M. m'aide à me lever et je sors.

En bas, la voiture est prête. Hadji y fait résonner la récitation coranique. M. met environ 20 minutes pour quitter la maison et s'asseoir dans le véhicule. Nous le saluons et saluons sa sortie honorable. Le cœur serré.

Nous avons retrouvé la clé ! C'est en quelque sorte une façon respectueuse de raconter l'autre, une façon qui lui permet de se raconter, jusqu'au moment où il se met à son tour à nous raconter. La boucle est ainsi bouclée et nous comprenons mieux à quel endroit nous pouvons être utiles.

Certes, les jeunes ont besoin de décodage et de *ré-éducation* car le trauma est passé par là. Nombreux sont ceux qui ont été mis à mal et certains ont basculé en survie : ça fait des dégâts. Mais ils ont été éduqués bien avant que nous ne soyons à notre tour conviés à l'exercice. Leur *hypocrisie* rituelle en témoigne.

Entre déni et confrontation

Un groupe visionne une vidéo en ligne : des musiciens animent l'assemblée lors d'une fête dans un village afghan. Devant eux, une ligne de jeunes adolescents précède une rangée d'adultes, dont certains ont l'air ivres : ils dansent bizarrement et rient bruyamment. D'autres adultes, assis tout autour, semblent trouver ça amusant et en rient

ouvertement. Les ados écoutent au contraire attentivement la musique sans regarder le spectacle qui se déroule derrière eux : leur pudeur indique où se trouve la frontière entre les générations.

Deux frères, notoirement fumeurs, s'adressent tour à tour à leur éducateur sur le mode de la confidence : « *S'il-vous-plaît, ne dites pas à mon frère que je fume !* ».

Le petit frère souhaite se rendre avec le groupe au festival Esperanzah. Le grand frère s'y oppose alors qu'il connaît le contexte de la fête et que les adultes s'en portent garants. Il n'est pas prêt à exposer son frère aux regards ni aux commentaires qui pourraient le mettre à mal.

Les jeunes « attendent » de leurs aînés qu'ils empêchent la transgression des cercles générationnels. Quand nous nous comportons différemment de ce qui est attendu, un déni très particulier vient faire écran à la relation pour tenter de préserver ce qui peut l'être : l'imprévu menaçant est ignoré. Tout le monde fait « comme si de rien n'était ». Mais si ce signal n'est pas entendu, le déni protecteur risque de se transformer en confrontation : le groupe attaque le comportement qui n'est pas conforme à sa représentation de l'autorité.

Dans notre contexte, cette ambivalence entre *prévu et imprévu*, entre déni et confrontation, entre personne et fonction, est sans doute inévitable. Il s'agit de (re)prendre le temps d'accueillir tout ça en tant que personne et, simultanément, de prendre la précaution de rester dans le cadre de la fonction. L'exercice est périlleux, mais incontournable.

Si nous ne supportons pas l'expression de la douleur en tant que personne (réflexe du *Dafalgan*¹, des anti-inflammatoires, etc.), nous ne sommes pas en mesure d'incarner le cadre en tant que fonction. Si, en tant que fonction, nous ne tenons pas compte de la *morsure de la honte*, nous ne pouvons pas l'empêcher en tant que personne.

Alors ils chantent et nous donnent le change

*Ses secrets partout qu'il expose
Ce sont des oiseaux déguisés
Son regard embellit les choses
Et les gens prennent pour des roses
La douleur dont il est brisé.²*

Avec la musique, la poésie ou le sourire, la souffrance prend des formes inattendues. Elle est sublimée, puis, tout à coup, elle



surgit là où on ne l'attend pas : mutilations, colères, décrochages, fugues... interrompent la narration alors que tout semblait aller de soi. Nous n'avons pas compris.

Le récit se cache parfois là où nous n'avons perçu qu'absence, compulsion, isolement, addiction, dépression,... De quoi inquiéter et maudire notre impuissance. Jusqu'à ce que la narration réclame ses *droits d'auteur*. Quand l'imprévu surgit, tente-t-on de le ramener de force dans le prévu, ou prend-on le risque d'attendre et de suivre sa piste incertaine ? Quand l'art de se protéger s'exprime en creux et en décalage, prend-on le temps de le laisser nous révéler ce qui doit l'être ?

Famélique et au bord de l'inanition, il finit par se laisser approcher après un saut en parachute improvisé – métaphorique s'il en est du lâcher prise nécessaire à la prochaine narration.

C'est l'histoire de la clé...

C'est l'histoire de comment ils traversent.
C'est l'histoire des sols où ils se sont assis...
Des poèmes, des sensations.
Parfois, c'est ce qu'on a vu de *plus beau* !

C'est témoigner d'exploits et de terreurs.
C'est parfois côtoyer l'humiliation extrême.
C'est accepter que ceux qui ont encore de l'espoir se taisent. Que ceux qui parlent sont *déjà morts* de l'intérieur.



de la relation d'aide ont dès lors beaucoup à voir avec la dimension narrative. Il en va de même pour la chorégraphie du soin et pour sa *mise en scène*.

Le temps de la réciprocité

C'est une chance pour moi de te trouver sur ma route, mais c'est aussi une chance pour toi que je passe par là.

Cette phrase, adressée par un jeune Erythréen en transit à son hébergeuse de fortune, énonce une fonction essentielle de la narration. En convoquant la réciprocité de la rencontre, elle révèle la genèse de tout voyage et l'histoire de l'exil. Habitée par les *absents*, la relation exige alors une écoute égalitaire et une suspension du temps. N'est-ce pas là la démarche emblématique du *Petit Prince*, inspirée par le mode de vie, la pensée et la culture des *Maures* ? Dans ses expéditions au Sahara, Antoine de Saint-Exupéry a côtoyé le nomadisme, en particulier sa poésie qui manifeste le lien entre l'homme, sa langue et sa culture.

« S'il y a un endroit au monde où le conte populaire s'est développé à travers le temps, c'est bien au Sahara. Les contes se caractérisent par la richesse des récits et de l'imaginaire. Ils frôlent parfois l'irréel avec des histoires paranormales où les anges côtoient le diable et où le bien combat le mal. Il arrive que le maître mot du conte s'inspire de l'environnement animalier pour choisir ses héros (serpent, loup, gazelle,...), mais aussi que les héros soient complètement imaginaires, inspirés de la vie dans le désert. Cela ne va pas sans rappeler les personnages du *Petit Prince*. »³ Outre l'exigence d'humilité, Saint-Exupéry y apprendra le silence, celui qui règne entre les escales, celui de l'attente d'un avion en retard, mais aussi celui de la solitude du responsable.

*J'habite une blessure sacrée
J'habite des ancêtres imaginaires
J'habite un vouloir obscur
J'habite un long silence
J'habite une soif irrémédiable
J'habite un voyage de mille ans...⁴*

Les souffrances sont universelles, mais celles sur lesquelles nous « choisissons » de travailler sont culturelles. Nos représentations

Une chaise *relaxante* convient par exemple fort peu à quelqu'un qui ne se sent à l'aise que lorsqu'il est assis sur le sol. Ainsi, fuyant le siège, le bédouin exprime-t-il respectueusement son assise en refusant la « charité » du sédentaire et son écoute condescendante. Il n'acceptera que le partage. Ce faisant, il oppose au questionnement du soignant sur la genèse de sa souffrance, la nécessité d'un hommage aux absents : ceux qui lui ont appris à s'asseoir. Il ne s'agit nullement d'un récit *folklorique*, mais bien d'un savoir et d'un devoir. Il est en quelque sorte mandaté pour assurer la continuité d'un récit : il a été « choisi ».

Vous vous adressez à moi en tant qu'individu, mais moi, assis là, je parle au nom des vivants et des morts.

Cela suppose des précautions réciproques à l'égard de l'imaginaire de l'autre : « *Profites-en pour aiguïser tes réflexions, tes projets, tes relations. Mais enterre tes colères et tes impatiences. Le temps a toujours raison* ». Un jeune d'ascendance partiellement *hazara* du côté de sa mère, assigné par de mystérieuses bribes de récits à de potentielles lointaines origines mongoles, nous présente son ami du monde invisible, un certain Mohamed Issa⁵. Ce faisant, il convoque dans une même présence bienveillante la figure du prophète, la médiation d'Issa (alias Jésus), et l'évocation de l'histoire du peuple *hazara*, engloutie dans la nuit des temps. Une sorte de pont entre le présent et les origines éparées, entre les absents et la présence de l'autre en soi. La révélation du monde invisible n'est-elle pas ici aussi une mise en récit ?

Pendant que nous gérons des flux et planifions des trajectoires, selon les injonctions précises et non négociables d'un programme centralisé nommé *Match'lt*, la plupart des jeunes Afghans que nous côtoyons ignorent jusqu'à leur date de naissance. « *Chez nous, on ne compte pas le temps.* » La lenteur des procédures, la douleur des séparations, le manque de perspectives convoquent un temps long, alors que les rendez-vous du quotidien, les activités planifiées, les décisions de transfert imposent une impérieuse urgence. Le temps linéaire, en imposant ses limites au détriment de la qualité de l'instant, fait mal à l'exilé en quête de bienvenue.

Le temps marche sur nous, il nous écrase

L'école, temple du temps, devient un fil conducteur pour celui qui parvient à en prendre le rythme. Pour tous les autres, elle s'apparente à une humiliation programmée : « *Quoi que je fasse, je suis en retard par définition* ». Alors il cherche à défier ce temps qui se dérobe. Par l'agitation nocturne, par l'amour de la patrie, par la prière, par la mutilation, par la générosité, par la narration héroïque,... On se raconte des histoires – que de l'intemporel !

Les jeunes interrogent ces assistants et ces soignants qui prétendent les écouter à heure fixe et à durée déterminée. Ils tentent de les ramener dans l'immédiat. Eux qui revendiquent de subir la tyrannie du temps pour «gagner» leur vie, sont-ils encore capables d'en donner, de l'habiter, de le mettre au service de l'essentiel ?

La narration interroge le temps comme objet, celui qu'on donne, qu'on demande, qu'on reçoit, celui qu'on prend ou pas, selon qu'on le mesure ou qu'on le compte. La narration le décale, le convoque comme un espace accueillant la qualité de l'instant. Le temps est alors habité par l'attention qu'on lui porte. Les jeunes veulent connaître nos intentions : sommes-nous vraiment dans la réciprocité ?

Alors parfois, le temps qu'on choisit d'habiter un instant se transforme en *temps d'être* : il rencontre le Grand Temps, celui des absents, vivants et morts, qui réclament leur part dans le festin narratif.

Le signe doit être pensé – ou repensé – pour être mieux déçu⁶

Il passe pour arrogant quand il ne regarde pas l'assistant qui traite son dossier, ne répond pas aux questions du serveur préparant sa pizza, surjoue une sorte de fierté de soi face à un propriétaire potentiel. À notre interpellation, il baisse les yeux et se tait. Il finit par nous faire comprendre que c'est la mise en scène de son impuissance qui l'humilie : il craint tellement d'être rabaissé s'il répond de travers et de se noyer dans le flux de paroles de ceux qui dominent la situation. Désarroi-mode d'emploi : *Lève la tête !* C'est préventif !

Une collègue éteint la télé du réfectoire pour pouvoir manger «tranquillement». Un jeune intervient en gardien du territoire :

«*Va manger dans ta chambre !*» En traduction simultanée, dans son registre, ça a la même signification que « *Va manger dans ton bureau !* » - qui est sans doute le meilleur endroit pour avoir la paix. Mais le propos, perçu comme insultant, exige réparation.

A contrario, l'adolescent modèle inquiète quand il fait tout bien. Est-il en train d'anticiper le prochain rejet, de s'imposer comme incontournable, de promériter des privilèges ? Il risque d'en faire trop et il risque d'être surinvesti. Or, il a besoin d'un temps long pour se sécuriser, lâcher prise, se montrer tel qu'il est. Quand les conditions seront réunies, il est possible que, sans raison apparente, son état psychologique ou son comportement se dégrade : l'épisode gagne alors à être identifié comme un progrès.

Le sourire est un connecteur social qui, en soi, ne veut rien dire de l'état d'esprit de la personne, si ce n'est son intention de demeurer au contact. Au même titre que l'expression tonitruante de la colère ne dit rien de sa légitimité ni de sa *dangerosité*, si ce n'est l'intensité de la peur qui la motive.

Quand nous corrigeons les jeunes devant le groupe (*ça ne se dit pas ; on dit autrement...*), nous émettons les signaux d'un territoire dominant et humiliant. Soit le jeune accepte d'être corrigé, et donc humilié, soit il fuit le contact et met de la distance. Voilà bien un résultat qui mérite réflexion. ■

[1] Par exemple, si nous répondons systématiquement aux plaintes somatiques par le réflexe du Dafalgan, c'est qu'en tant que personne, nous ne supportons pas l'expression de la douleur. Nous ne sommes dès lors pas en mesure d'incarner le cadre en tant que fonction. Si, *a contrario*, en tant que fonction, nous ne tenons pas compte de la *morsure de la honte*, c'est que nous ne pouvons pas l'empêcher en tant que personne. Nous ne pouvons dès lors prétendre «faire autorité».

[2] Louis Aragon, poète, romancier et journaliste, *Les oiseaux déguisés* (*Les Adieux et autres poèmes*), 1982.

[3] www.lesamisdantoinedesaintexupery.org/page1/a-la-rencontre-des-nomades/
[4] Aimé Césaire, écrivain et homme politique, *Calendrier imaginaire* (Moi, laminaire), Seuil, 1982.

[5] Issa est le nom islamique de Jésus.

[6] Roland Barthes, philosophe et critique littéraire, *La leçon*, Le Seuil, 1997.

Le Cri

Ecrivain, « A l'ombre d'elle » (2023),
« Les ombres blanches de l'ange » (Prix du Roman Gay 2022).

Stéphane MATON-VANN

Tel l'effroi de la momie chachapoya¹ face au fjord d'Oslo, ce cri « crématoire », cendrier urbain, percute l'assourdissement des sirènes hurlantes de la cité ardente.

Mais tout ce qui crépite n'est pas feu de joie. À l'inverse des mégapoles aux pays émergents, nos vieilles villes s'éteignent, délaissées par l'engouement de l'industrialisation d'antan et par l'appétence pour l'art de vivre. Phares du faste de nos civilisations, nos capitales s'assombrissent désormais dans une paupérisation mentale lente et misérabiliste. Terrains de luttes intestines, espaces de populisme suffisant, on y écrase la solidarité et la citoyenneté comme un mégot mal éteint qui mourra cramoisi. Là où harmonie rivalisait avec élégance, les inepties contemporaines s'abreuvent de la cupidité du monde. Et l'appât de l'argent d'achever ce chantier funeste.

« Le Cri » ne nous renvoie plus uniquement l'angoisse emportant le personnage de l'œuvre expressionniste, mais aussi sa douleur, son agonie avérée.

Pourquoi dialoguer quand on peut vociférer ? Pourquoi s'annoncer quand on peut tout brûler sous couvert de

l'anonymat ? Pourquoi respecter quand le mépris adjuge la popularité ?

Budapest, en juin dernier, a confirmé ce constat terrible et pitoyable, des intégristes religieux autorisés crachaient sur des porte-drapeaux interdits de nos fiertés. Il ne faut cependant pas aller loin pour croiser des législateurs décomplexés qui tronçonnent les piliers de nos droits fondamentaux. Et d'aucuns diront qu'il en est ainsi... La messe serait-elle inexorablement dite ?

La céramique sanguine n'était peut-être qu'une œuvre sans destination physique. Elle éveilla pourtant chez moi toutes les fissures d'un monde qui n'offre pour perspective que la violence de l'individualisme, alors qu'à l'ombre de la montagne on peut vivre bercé par un doux chant de Ferrat.

Il suffirait parfois de presque rien pour faire de nos plaques de béton des champs de liberté. À bien y réfléchir, l'angoisse peinte par Munch en 1893 n'était-elle pas avant tout prémonitoire ?

[1] Momie péruvienne de la culture Chachapoya découverte en 1877 dans un mausolée des Andes qui inspira « Le Cri » à Edvard Munch.



Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Massimo Bortolini, Danièle Crutzen, Chloé Deligne, Amandine Duez, Thomas Eraly, Franck Goudezeune, Christine Kulakowski, Stéphane Maton-Vann, Nabil Messaoudi, Benoît Pinto, Sofia Tahar, Ahmed Talbi, Edwige Vanderelst.

Photo de couverture : © Eric de Mildt

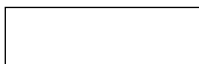
Comité éditorial : Ali Aouattah, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbaib.be - www.cbaib.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.

